



# **Le Renouveau Gaulliste**

**Pour un véritable**

**Rassemblement du Peuple Français**

**Par Pierre Chastanier**

Juin 2018



# **Le Renouveau Gaulliste**

**Pour un véritable**

**Rassemblement du Peuple Français**

**Par Pierre Chastanier**



Ouvrages généraux du même auteur

***Lettre aux Filles et Filles de l'Alouette***

Tome I Pour une République humaniste

Éditions DDF 2006

***Lettre aux Filles et Filles de l'Alouette***

Tome II La Boîte de Pandore

Éditions DDF 2007

***Êtes-vous Franc-maçon ?***

Éditions Taillandier 2008

***Carnets de campagne***

La campagne présidentielle 2017

Éditions CIU 2017

***L'Année Macron***

Éditions CIU 2018

***Le renouveau Gaulliste***

Éditions CIU 2018

Direction d'ouvrages collectifs

***Livres Blancs annuels***

Éditions DDF 2005 à 2011

***Propositions pour la France***

Éditions CIU 2012

***Dialoguer pour agir Tome 1***

Éditions CIU 2014

***Dialoguer pour agir Tome 2***

Éditions CIU 2014

***Spirale N°1***

Éditions CIU 2015

***Spirale N°2***

Éditions CIU 2016

***Spirale N°3***

Editions CIU 2017

Traité et Ouvrages médicaux

***Eléments de Biophysique médicale***

***Tome I - Physico-chimie biologique***

Editions CEPM – 12 rééditions 1968 à 1979

***Tome II - Biophysique des radiations***

Editions CEPM – 12 rééditions 1968 à 1979

***Tome III - Biophysique sensorielle***

Editions CEPM – 12 rééditions 1968 à 1979

***Caméras à scintillations et traitement de l'information en médecine nucléaire***

Edition CEPM – 1972

***Guide des premières ordonnances***

Editions CEPM - 5 rééditions 1970 – 1974

***Annuaire de l'Instrumentation scientifique et médicale***

Editions CEPM – 3 rééditions 1972 à 1975

Direction d'ouvrages collectifs médicaux

***Cahiers d'Internat Anatomie***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

***Cahiers d'Internat Médecine***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

***Cahiers d'Internat Chirurgie***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

***Cahiers d'Internat Biologie***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

Cession de droits d'auteur

***Guide des premières ordonnances***

Editions de Santé – 42 rééditions (1975-2017)

# **Le Renouveau Gaulliste**

**« Pour un véritable rassemblement du peuple français »**

**Par Pierre Chastanier**

## **Sommaire**

|                                                 |       |
|-------------------------------------------------|-------|
| Préface du Président de l'Académie du Gaullisme | p. 9  |
| Avant-propos                                    | p.13  |
| La France dans l'histoire du monde              | p.17  |
| Français d'hier et d'aujourd'hui                | p.19  |
| La société française                            | p.21  |
| Nos religions et nos coutumes                   | p.23  |
| Notre économie et notre mode de vie             | p.25  |
| Le triomphe de l'ultra capitalisme              | p.27  |
| Le mouvement social-libéral                     | p.29  |
| La participation dans l'entreprise              | p.33  |
| De Gaulle cryptocommuniste ou visionnaire ?     | p.37  |
| La trahison des Clercs                          | p.41  |
| Un nouvel appel ?                               | p.45  |
| Un renouveau gaulliste est-il possible ?        | p.55  |
| Mais alors comment faire ?                      | p.61  |
| Remettre la France au travail                   | p.65  |
| Réformer l'Education                            | p.69  |
| Refondre la fiscalité                           | p.71  |
| Fonder une nouvelle solidarité                  | p.75  |
| Réformer les Institutions                       | p.79  |
| Redonner vie aux territoires                    | p.85  |
| S'ouvrir au monde                               | p.89  |
| Guider l'Europe                                 | p.91  |
| Soutenir l'ONU                                  | p.95  |
| Vivre ensemble                                  | p.99  |
| En Route ?                                      | p.101 |





## PRÉFACE

L'ouvrage de Pierre Chastanier redonne du baume au cœur à tous les Gaullistes et à tous ceux qui se reconnaissent dans la vision de la France et du monde qu'avait le Général. À l'heure où l'Europe vacille, il est temps de comprendre que cette belle idée d'une union européenne ne peut se faire sans les peuples, que ce que l'on appelle le « populisme » n'est ni plus ni moins que l'expression du rejet de l'Europe voulue par les tenants de l'hyper capitalisme et de la financiarisation de l'économie. L'attitude de l'actuel président des États-Unis d'Amérique a au moins un mérite, celui de faire comprendre aux Européens qu'ils sont assujettis aux États-Uniens, ceux-ci leur dictant leurs lois dans le seul but de préserver ou de sauver leurs intérêts.

« Produisons dans les pays émergents tant que la main d'œuvre y est encore bon marché, vendons aux pays occidentaux tant qu'ils sont encore solvables, constatons la quasi-totalité de nos profits dans des paradis fiscaux... » Auquel on pourrait ajouter « faisons la guerre là où bon nous semble, de préférence loin de chez nous, et laissons les nations se débrouiller avec les conséquences de nos interventions » !

Ainsi, cette Union européenne et ses 511 millions d'habitants-premier marché mondial, loin devant les 325 millions d'Américains -est-elle un géant économique et un nain politique. Sans doute est-ce la conséquence de l'attitude des différents dirigeants européens qui, après les disparitions de de Gaulle et d'Adenauer, n'ont pas eu confiance dans leurs capacités à surmonter leurs différences et à faire face à l'expansionnisme communiste. À cela il faut ajouter le rôle néfaste de Schuman et de Monnet dont on sait pertinemment que leurs intérêts se situaient outre atlantique. Viendra compléter le tableau l'OMC.

L'Europe unie reste une grande et belle idée qu'il faut continuer à construire. Elle nécessite cependant des étapes indispensables

(harmonisation des législations et des différents codes, etc.) auxquelles il faut ajouter la dimension culturelle, la connaissance de l'Histoire, des us, coutumes et mœurs de chacun de ses membres (il est plus important de savoir ce qui se passe à nos frontières que ce qui se passe aux fins fonds du Middle-West).

Si nous ne voulons pas que le repli sur eux-mêmes des peuples européens se poursuive, la seule solution est de revenir à une construction passant dans un premier temps par l'Europe des Nations et par des coopérations bilatérales et multilatérales.

En ce qui concerne la politique intérieure et notre fameux « modèle social », Pierre Chastanier nous remet en mémoire la dimension sociale de la pensée du Général à travers sa grande idée de l'Association capital-travail (Participation). Il nous rappelle également que « le préambule de l'ordonnance de 1945 créant les comités d'entreprises confirmait "la nécessité d'associer les travailleurs à la gestion des entreprises ... pour que le travail y ait les mêmes droits que le capital" ».

Faut-il s'étonner de constater qu'aujourd'hui beaucoup de salariés ne se sentent plus concernés par leur travail où sont sujets à des angoisses permanentes alors que durant des décennies on les a identifiés sous forme de courbes, considérés comme des « variables d'ajustement » et manipulés comme des pions ?

Le grand mérite du Renouveau gaulliste est de nous rappeler l'Histoire à travers une chronologie des faits et des affirmations ou déclarations des « politiques » de l'époque, qu'en dignes et zélés successeurs certains aujourd'hui feignent d'oublier... où n'ont jamais su.

Pierre Chastanier nous ouvre des pistes de réflexion et ébauche des solutions. Toutes sont intéressantes à étudier. Son ouvrage

est une invitation au combat dans lequel les Gaullistes de conviction-pas ceux d'opportunisme-se reconnaîtront.

Georges AIMÉ  
*Président de l'Académie du Gaullisme.*



## Avant-Propos

Ils sont nombreux, aujourd'hui, ceux qui se réfèrent au Gaullisme, attribuant au Général toutes les vertus qu'ils lui contestaient hier !

« *Dix ans ça suffit !* » hurlaient les étudiants de Mai 68.

« *La participation : un projet irréalisable qu'il faut torpiller* » tonnait Pompidou en s'opposant violemment à Capitant et en enterrant les Ordonnances de 1967 !

La réforme du Sénat et la Régionalisation, faux alibi plus présentable que la défense d'intérêts économiques particuliers, allait faire lancer son fameux « *Oui Mais !* » à Valéry Giscard d'Estaing qui contribuera grandement en influençant le vote des modérés au départ du Président le 29 avril 1969.

*O tempora o mores !*

L'homme du 18 Juin se méfiait des Partis qui étymologiquement séparent.

Or, les dernières élections présidentielle et législatives de 2017 ont bousculé le jeu politique traditionnel et le « *dégagisme* » a renvoyé dans leurs foyers de nombreux parlementaires qui n'avaient pas tous démérité.

LR et PS, trop longtemps enfermés dans des conceptions idéologiques dépassées, FN et FI poursuivant des utopies incompatibles, ont laissé le champ libre à une bulle hétérogène « *En Marche* » qui a rempli d'un coup l'espace libéré.

Mais comme on l'a souvent dit la roche tarpéienne n'est jamais bien loin du Capitole et l'avenir de ce nouveau mouvement s'il

reprenait les habitudes d'un vieux parti ne serait pas sans inquiéter.

Alors ? Le raz-de-marée du 18 Juin 2017 ressemble-t-il à un nouvel appel gaulliste ?

Avant de répondre, craignons que, fédéraliste européen, le nouveau Président récuse trop l'idée de Nation, que mondialiste, il protège insuffisamment les salariés français, que solidaire de puissants intérêts capitalistiques, il ait tendance à mener sa politique « *à la corbeille* ».

Rappelons-nous que le dernier « tsunami » législatif a eu lieu en 1993 avant l'élection de Jacques Chirac de 95.

472 Députés RPR et UDF et Divers Droite envahirent le Palais Bourbon mais deux ans plus tard, fin 1995, les grèves contre la politique des retraites d'Alain Juppé et pour la défense de la Sécurité Sociale allaient précipiter la France dans la rue et la dissolution de l'Assemblée amena pour cinq ans, en 1997, le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin.

Demain, les anciens partis, aujourd'hui au creux de la vague, vont essayer de se reconstituer. Pourtant en leur sein les différences idéologiques persistantes et l'absence de vrai dialogue gêneront sans doute leur renouveau.

C'est donc loin d'eux que les hommes et les femmes de bonne volonté devront une fois encore, provoquer le sursaut salvateur dont le Pays a besoin pour retrouver l'Unité. Abattant les cloisons mentales qui les séparent malgré leurs pancartes partisans ils répondront encore plus largement qu'« En Marche » à l'appel éternel des Peuples qui ne veulent pas mourir.

C'est à ce « *Renouveau Gaulliste* » « ***Et de Droite, Et de Gauche*** » de l'ensemble du peuple français que je vais essayer de vous convier au fil de ces pages.

Pierre Chastanier  
Paris, Juin 2018





## La France dans l'histoire du monde

« *Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France* », disait Thomas Jefferson au lendemain de la bataille de Yorktown (Octobre 1781) qui vit la capitulation du Général anglais Lord Charles Cornwallis devant Washington appuyé par Rochambeau et l'amiral de Grasse, reconnaissant ainsi que sans l'aide de la France, la rébellion des « Treize Colonies » contre la Grande-Bretagne aurait sans doute échoué et que les Etats-Unis d'Amérique n'auraient peut-être pas existé !

La France en vingt siècles s'est constamment inscrite dans l'histoire du monde, des 50 Chefs gaulois crucifiés à Lutèce au Mont des Martyrs (Montmartre) aux troupes d'intervention au Sahel qui luttent aujourd'hui contre l'Islamisme radical qui envahit l'Afrique.

Etre Français, c'est trouver sa place dans un monde de géants et en éprouver une légitime fierté, que cette place succède à une longue généalogie celte ou franque ou tout simplement à une arrivée récente de ses aïeux sur le sol de la Patrie, puisque la loi du « *jus soli* » à la différence de nos voisins germains, règne sur le territoire de la Gaule.

Je me suis toujours taillé un certain succès devant des jeunes « *beurs* » en leur expliquant que ce qu'ils pouvaient prendre pour une insulte, le terme de « *bougnoule* », était en fait tout à la gloire des Musulmans, soldats de l'Empire, qui au cours de la 1ère guerre mondiale se firent décimer dans les tranchées sans le soutien du fameux « *quart de gnole* » que distribuait largement à ceux qui allaient « *monter* » à l'assaut, le sergent de service. Eux s'en moquaient, refusant sa drogue au nom de leurs pratiques religieuses, en le traitant de « *Père la Gnole* » « *Abou* (père) *Gnoule* » (avec l'accent) !

Français de souche (*sous-chiens*, comme osait nous qualifier une jeune constantinoise, Houria Bouteldja, porte-parole en France,

des « *Indigènes de la République* », distillant un discours fondé sur « *la rancœur et la haine* ») ou Français récents, partageant ce « *Droit du Sol* » qui nous gouverne depuis la Révolution Française (et même avant), nous sommes les héritiers naturels de cette longue chaîne humaine qui nous oblige, dans l'amour de la Patrie et le respect de l'admirable devise de la République:

« *Liberté, Egalité, Fraternité* ».

Quand j'entends chanter « *La Marseillaise* » je regrette qu'on n'ait jamais expliqué aux enfants des écoles que ce chant martial ne signifiait pas que « *le sang de nos ennemis devait abreuver nos sillons* » mais tout au contraire que notre sang, « *le sang du peuple, le sang impur, par rapport au sang pur aristocratique, sang bleu de ceux qui, sous la monarchie, combattaient pour le Roi* » devait lui aussi se sacrifier pour la Patrie !

Nos petites querelles politiciennes, nos égoïsmes exacerbés, nos peurs de l'avenir, notre perte de confiance dans la France doivent retrouver leur juste place devant cette immense épopée dont nous sommes les héritiers et les continuateurs.

Noblesse oblige ! Ressaisissons-nous ! De la 1<sup>ère</sup> à la centième génération, être Français est un grand privilège. A nous de nous en montrer dignes !

## Français d'hier et d'aujourd'hui

Nous venons de voir que la France ne devait faire aucune distinction, quelle que soit leur religion ou leur couleur de peau, entre ceux qui étaient nés sur son sol ou dans ses colonies. Mais pour que la famille d'un migrant s'épanouisse avec le maximum de chances dans son nouveau pays, il faut qu'une politique d'intégration et même d'assimilation digne de ce nom soit entreprise par les responsables nationaux.

De Julio Mazarini, devenu Jules Mazarin, à Manuel Valls on peut voir qu'hier comme aujourd'hui, même né ailleurs et devenu Français par naturalisation, on peut atteindre les plus hautes destinées (en l'occurrence devenir Premier Ministre). La France va donc au-delà du « *jus soli* » puisque contrairement à nos amis américains, rien n'empêche à un Français naturalisé, né à l'étranger, d'accéder à la magistrature suprême !

Les fils de ceux qui, arrivés d'Afrique du Nord, dans l'appel d'air des trente glorieuses qui vit des hordes de salariés mal payés, recrutés par nos entrepreneurs, peupler les bidons-ville de Nanterre pour participer à la reconstruction de la France n'ont pas souvent bénéficié des conditions d'accueil qui en auraient fait des Français fiers de l'être. Certes, parmi eux, de grandes disparités existent. Certains ont acquis des positions enviables, se sont illustrés par de hauts diplômes et par des fonctions enrichissantes. D'autres au contraire ont végété dans des banlieues où très vite se sont installées des zones de non-droit, terrains de chasse des dealers en tous genres et des trafiquants de drogue.

Ils sont tous Français et doivent bénéficier des droits qui s'y rattachent, même si certains, parmi eux, ne se reconnaissent que bien peu de devoirs. Leurs parents, pourtant chassés d'Afrique le plus souvent par la misère, leur ont généralement présenté le pays d'origine comme un « *pays de cocagne* » et lorsqu'ils s'y

rendent pour les vacances ils sont parfois rejetés par les populations locales qui ne comprennent pas leur arrogance et les traitent de « *Gaulois* » !

Pas de délit de faciès ! Tous Français, tous avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, tous avec la même sollicitude de l'Etat pour donner à chacun selon ses besoins et récompenser chacun selon ses mérites. Telle doit être l'attitude de la France envers ceux qui veulent vivre sur son sol dans le respect des lois.

Car, malgré de grandes erreurs, la France, succédant aux colonisateurs turc et arabe venu quelques siècles plus tôt, contrairement aux déclarations un peu hâtives de certains, n'a pas commis de crime contre l'humanité en débarquant en Algérie.

Dans la logique de l'époque elle combattait les « *barbaresques* » écumant la Méditerranée depuis des siècles. Mais, contrairement à Lyauté au Maroc, elle n'a pas toujours su s'adapter aux populations locales et bien que l'Emir Abd-El-Kader, libéré par Louis Napoléon Bonaparte, ait terminé sa vie honoré de tous, elle a laissé s'établir des régimes ségrégationnistes qui ont trop duré et qui ont ruiné l'effort civilisationnel de quelques-uns.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, des esprits éclairés ont compris qu'une évolution citoyenne était indispensable. Mais seuls, vis-à-vis de « *quelques* » colons avides, proches du pouvoir de l'époque, ils n'ont pu imposer le Collège unique et répondre à temps aux aspirations légitimes d'un peuple qui, vivant l'apartheid, se battait, à bon droit, pour son indépendance.

Nous avons aujourd'hui une dette humaine envers notre ex-empire et si, comme disait Michel Rocard, nous ne pouvons accueillir chez nous « *toute la misère du monde* », la France doit, plus que tout autre, prendre sa part au développement de la francophonie, ce « *Far South* » qui nous lie avec le passé et qui prépare à notre jeunesse, pour peu qu'elle en prenne conscience à temps, un brillant avenir !

## La société française

Depuis 68, les choses ont bien changé. Emboîtant le pas à ses étudiants, la société française a langui dans sa tradition contrastée, à la fois catholique et laïque, son prolétariat docile malgré les secousses du Front populaire et de la guerre, sa population jusque-là principalement rurale, a brutalement « *pris la parole* ». Les hiérarchies ont été bousculées, le pouvoir a chancelé, la jeunesse s'est réveillée. Les chocs pétroliers qui ont suivi calmèrent quelque peu les ardeurs juvéniles mais jusqu'aux années 80, la croissance resta active et, bon an mal an, la prospérité économique sous la houlette de Raymond Barre redonna confiance. La France transformait et fabriquait encore !

Mais, après les débuts difficiles de l'ère mitterrandienne, un chômage de masse s'est progressivement abattu sur le pays et, depuis 1983, il n'est jamais retombé au-dessous du seuil des 7%.

La libération sexuelle liée à l'utilisation de la pilule et à la loi Veil sur l'avortement a profondément bouleversé les mœurs malgré, après 81, l'apparition du Sida.

La cellule familiale nucléaire, base depuis des siècles de notre société, a beaucoup évolué, augmentation du nombre des divorces, mariages plus tardifs, PACS, LGBT et leurs fiertés, mariages gays, PMA, GPA des mères porteuses, ont profondément modifié ses assises, même si beaucoup (91 % des Français) et en particulier les militants de « *Sens commun* » ou de « *La Manif pour tous* » privilégient encore la famille traditionnelle non comme le lieu de partage des valeurs mais plutôt comme le lieu privilégié des solidarités.

Malheureusement les temps devenus difficiles ont favorisé l'individualisme. A la solidarité nationale succède le chacun pour soi. Il est vrai que la mondialisation sauvage et son cortège de pertes d'emplois, conséquence d'un ultra capitalisme triomphant n'encourage guère à l'altruisme. Un système social nouveau s'est

dangereusement mis en place. On s'est progressivement orienté vers un transfert de charges où l'assistanat social a remplacé le travail : « *On te paie (un peu) pour que tu te taises* » !

Dans les familles pauvres (8.600.000 personnes soit 14 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté s'établissant à 740 € par mois), résidents des zones dévastées par le chômage, familles rurales, immigrés concentrés dans les zones urbaines, l'espoir a trop souvent disparu et il est grand temps de réagir.

Le système éducatif est à revoir de la Maternelle à l'Université en passant par l'enseignement professionnel si mal traité. Tout doit être consolidé pour ne plus laisser 150.000 jeunes sortir chaque année de la scolarité obligatoire sans diplôme et sans une bonne maîtrise des savoirs fondamentaux, lire, écrire, compter. Il faut d'urgence les former aux métiers non délocalisables pour lesquels, au pays des 6 millions de chômeurs, les offres d'emploi ne trouvent pas toujours preneurs. Il faut aussi dynamiser notre enseignement supérieur et notre recherche pour préparer notre société aux défis de l'avenir.

Une nouvelle démocratie, plus participative, fondée sur le dialogue, doit profondément modifier les rapports entre Français, au sein d'une Europe revisitée qui n'accepte plus le dumping intra-communautaire ou extérieur, qui protège ses ressortissants tout en s'ouvrant sur le monde et qui rétablisse une solidarité nationale (santé, sécurité d'emploi, retraites) basée sur les possibilités effectives de chacun.

C'est au sein de cette société réinventée que peut se cimenter, à nouveau, l'indispensable « *vivre-ensemble* » qui fonde les Nations.

## Nos religions et nos coutumes

Il y a belle lurette qu'on se qualifie plus la France de « *Fille aînée de l'Eglise* ». Si nos concitoyens se réclament encore majoritairement du Christianisme (65 %) et plus particulièrement du Catholicisme, l'Islam est devenu, devant le Judaïsme, la deuxième religion nationale.

Mais seuls 7 % des Chrétiens fréquentent encore régulièrement nos 45.000 églises et temples où officient un nombre de plus en plus réduit de prêtres et de pasteurs alors que sur les 5 à 6 millions de Musulmans français, presque tous sunnites, le nombre de pratiquants réguliers dépasse désormais celui des Catholiques posant le délicat problème des mosquées, indispensables à l'exercice du culte, qui dans le cadre de la Loi de 1905 sur la Laïcité ne peuvent bénéficier directement d'un financement public alors que dans le même temps certaines communes peinent à entretenir des églises trop souvent vides !

A la différence de l'Islam, mal représenté par le Conseil Français du Culte Musulman qui n'est pas une autorité religieuse, le Judaïsme sous l'égide du Consistoire Central Israélite de France administre sous la tutelle d'un Grand Rabbin la pratique religieuse de 600.000 de nos ressortissants.

La Laïcité, dont la France revendique la vertu après les farouches oppositions de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, essaie de permettre à chaque communauté, malgré des difficultés réitérées, de croire ou de ne pas croire et de pratiquer sa religion sans affectation, n'autorisant qu'aux seuls Ministres des Cultes la vêtue témoignant publiquement de leurs fonctions et interdisant à l'école et dans la sphère publique le port de signes religieux ostentatoires.

A l'heure du terrorisme international, de nombreux Musulmans, qui en sont souvent les premières victimes, souffrent de l'assimilation rapide faite entre Islam et Islamisme radical. Il est

urgent que leurs autorités religieuses s'affichent clairement dans le camp de la République, interdisant les financements provenant de sources douteuses, fustigeant les prêches salafistes, formant les Imams de France dans le cadre et le respect de nos lois, prônant l'égalité entre les hommes et les femmes et participant activement à une exégèse des textes sacrés compatible avec nos valeurs.

Au pays de Voltaire, on conviendra aisément que Dieu, pour ceux qui croient en Lui, n'a sans doute que faire d'un prosélytisme menaçant risquant de créer la division et la haine, là où la religion devrait apporter le réconfort et l'amour du prochain et se moque pas mal des rites alimentaires ou vestimentaires !

Nos modes de vie aussi évoluent. Les veillées campagnardes ont, depuis le début des années 60, cédé la place aux soirées télévisées, allant maintenant, grâce à la multiplication des médias, de la « TV nourrice » des petits à la débilité des Téléréalités. Les grandes chaînes façonnent les cerveaux, pas toujours dans le bon sens, pour les préparer à avaler leurs spots publicitaires. Internet, la meilleure et la pire des choses comme aurait dit Esope, associé aux progrès de la téléphonie mobile, transforme tellement notre jeunesse qu'on se demande si la prochaine mutation génétique ne va pas tout simplement supprimer les mouvements d'opposition du pouce !

La musique, la consommation d'alcool ou de « *chit* », les belles fringues, la taille basse des jeans, les tenues des filles, tout change ! On ne se lève plus dans le métro pour laisser sa place à la vieille dame et de nombreux jeunes restent longtemps chez leurs parents car le monde moderne ne favorise guère leur insertion dans la vie active ! Les retraités et surtout les personnes dépendantes, dès qu'ils ne peuvent plus vivre seuls, sont aiguillés vers des maisons de retraite. Au siècle de la vitesse, pas de pitié pour les canards boiteux !



## **Notre économie et notre mode de vie**

La France est-elle vraiment entrée dans la troisième révolution industrielle ? Avec le développement des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) nous sautons dans le « *tout numérique* » et les pays développés, dont la France, doivent tout mettre en œuvre pour rester dans la course d'un progrès technologique de plus en plus rapide qui va changer la planète.

Les débats sur l'après-pétrole, le nucléaire, les énergies renouvelables, les nanotechnologies, les progrès gigantesques de la biologie et de la médecine ouvrent la porte à une ère nouvelle où l'on verra se combiner un système décentralisé de production et de distribution d'énergie, éolienne, photovoltaïque, géothermique et une capacité de stockage de cette énergie sous forme d'Hydrogène afin de pouvoir la réutiliser sans perte et sans effet de serre.

Source de millions d'emplois verts, cette transition énergétique va-t-elle donner naissance à un nouveau « *capitalisme redistribué* » ou, une fois encore, sera-t-elle l'occasion d'accroître les inégalités entre riches de plus en plus riches et pauvres de plus en plus pauvres, entre pays développés et pays émergents et succombera-t-elle aux rapports de pouvoirs entre de nouveaux géants (GAFA par exemple) et une masse ignorante qui s'en remettra aux grandes entreprises, aux experts et aux entrepreneurs high-tech de toutes sortes, rois de l'obsolescence programmée, qui lui offriront leurs solutions techniques innovantes ?

Pour se préparer au mieux à ces bouleversements un effort d'éducation sans précédent doit être entrepris. Et pourtant, à l'heure d'Internet, notamment à cause des zones d'ombre, les populations rurales en ignorent encore trop souvent le fonctionnement.

C'est dès l'école que naîtra cette société post-énergie fossile ou post-nucléaire à condition de préparer de nouvelles générations de professeurs et d'offrir à chacun l'égalité des chances !

Notre mode de vie va changer aussi. Le développement des transports automatiques et du télétravail restructurera peut-être l'espace entre villes et campagnes et les progrès de la Médecine vont brutalement accroître l'espérance de vie. Mais en attendant, dans nos métropoles, l'organisation de la collectivité continuera à se heurter à de grandes difficultés : urbanisme inconséquent (combien de millions d'heures perdues chaque jour sur le périphérique parisien ?), désindustrialisation massive créant des zones entières de sous-emplois, gestion des terroirs abandonnée aux seuls industriels de la terre, délinquance incontrôlée dans les banlieues, gestion de l'entreprise vouée aux seuls dialogues difficiles entre syndicats peu représentatifs et patronat trop égocentrique, organisation politique budgétivore, gérant la société au lieu d'être le garant de ses valeurs.

Le désir de démocratie directe, le besoin de dialogue se font cependant de plus en plus ressentir. L'engouement pour « *En Marche* » ne marque-t-il pas d'ailleurs le besoin d'en finir avec la vieille politique même si ceux qui s'y engouffrent ne discernent pas forcément l'emprise des puissants embusqués derrière quelques bonnes volontés.

Liberté et responsabilité : voici les deux mots forts qui doivent conduire à la société de demain. Liberté d'entreprendre et de jouir d'un juste retour de ses efforts, responsabilité envers les hommes, impliquant solidarité, justice sociale mais aussi exigence entre droits et devoirs. Le renouveau n'advient que le jour où, comme le souhaitait Saint-Simon, l'on demandera à chacun selon ses capacités et l'on récompensera chacun selon ses mérites.

Ainsi la France ne risquera jamais d'être « *une petite lumière qui s'éteint* ».

## Triomphe de l'ultra capitalisme

Les illusions de 68 retombées sur une jeunesse vite refroidie, les chocs pétroliers, les crises, la fin de la guerre froide, l'accouchement dystocique de l'Europe, les guerres du Golfe ont irrémédiablement poussé les Nations occidentales manipulées de façon souterraine par de grands lobbies capitalistes à travers les médias qu'ils contrôlent, vers une mondialisation forcenée où les multinationales trouvent l'opportunité unique de s'exonérer des barrières sociales, tarifaires, fiscales et douanières qui entravaient encore leur incessante quête de profit.

Peu importe que les classes populaires souffrent des licenciements boursiers, que les Etats soient spoliés des recettes fiscales, juste retour pourtant des aides soigneusement négociées par des subsidologues avides. Les délocalisations vers l'Asie du Sud-Est ont brutalement démontré, s'il en était encore besoin, que la concurrence libre et non faussée pourtant prônée de part et d'autre de l'Atlantique par l'OMC n'était en fait qu'un songe creux et que la disparition des frontières permettait de remodeler massivement l'implantation géographique des usines pour profiter des bas salaires de populations taillables et corvéables à merci, des pratiques fiscales discriminatoires de certains Etats, ou des libertés avec l'environnement de certains autres, donnant ainsi naissance à la nouvelle règle ultra libérale :

*« Produisons dans les pays émergents tant que la main d'œuvre y est encore bon marché, vendons aux pays occidentaux tant qu'ils sont encore solvables, constatons la quasi-totalité de nos profits dans des paradis fiscaux... » !*

Et tant pis si un chômage endémique doit en résulter, laminant les classes moyennes et appauvrissant de plus en plus les classes laborieuses, ouvriers et agriculteurs, réduits à la seule règle qu'on leur tolère encore, celle d'une assistance sociale généralisée.

Jamais la spéculation boursière n'a atteint de tels sommets.

Selon François Morin, les transactions de l'économie dite réelle, estimées par le PIB mondial, ne représenteraient guère plus de 2% de l'ensemble des transactions (financières et réelles), soit 50 fois moins que les échanges spéculatifs. Les échanges d'actions, quant à eux, sont 100 fois plus importants que l'investissement dans les entreprises !

La généralisation d'Internet a transformé la planète (et en particulier le système bancaire) en un gigantesque Casino où les échanges de devises représentent désormais 25 fois le PIB mondial !

Où sont les grands capitaines d'industrie, les Renault, les Ford, les Rockefeller qui bâtirent des empires ? Les *managers* d'aujourd'hui pilotent trop souvent leurs entreprises, les yeux rivés sur les cours de Bourse qui valorisent leurs Stock-options. Peu importe où se situent leurs centres de production pourvu qu'on les laisse « *manager en paix* » sans impôts, ou le moins possible, sans contrôles, sans douanes, sans code du travail, sans règles environnementales et avec un minimum de salariés!

Ils ont gagné la première bataille, construisant à travers l'OMC un monde sans frontière où, chaque jour, la part de la richesse mondiale possédée par le 1 % des plus riches ne cesse d'augmenter (Ce 1 % possède autant aujourd'hui que les 99 % autres) et certains parmi eux qui « *pèsent* » plus lourd que de nombreux Etats, peuvent tout acheter, y compris les consciences !

Quel peut être à ce niveau le poids d'une revendication syndicale, d'une manifestation contre les licenciements boursiers, d'une crainte de la jeunesse pour son avenir.

Comme l'espérait la duchesse du Barry en montant sur l'échafaud, cela tiendra bien encore quelque temps ...avant que tout n'explose!

## Le mouvement social-libéral

Le 6 avril 2016, Emmanuel Macron lançait le mouvement « *En Marche* » dans sa ville natale d'Amiens avec la volonté de « *refonder par le bas* » et une certitude affichée : « *Ce mouvement ne sera que ce que nous en ferons. Il ne dépend, depuis le premier jour, que de l'engagement de chacun* ».

Qui ne saluerait un si bel exploit ?

S'inspirant d'un modèle social-libéral (J'avais proposé parmi les premiers ce néologisme, dès 1989, en revendiquant « *une société suffisamment libérale pour que l'économie fonctionne et suffisamment sociale pour que persiste le désir de vivre ensemble* » - NDLA : « *Lettre aux Fils et Filles de l'Alouette* », Editions DDF Tome 1) ce nouveau mouvement allait naître sur les décombres de la social-démocratie décimée en France par les rétropédalages incessants du Président Hollande !

Malgré de réelles tentatives pédagogiques lors du vote de sa loi éponyme, Emmanuel Macron venait de découvrir que, même Ministre d'un gouvernement de gauche, il ne pouvait faire passer les réformes qu'il estimait indispensables et aidé par des forces aussi puissantes qu'occultes, il allait en tirer la nécessaire conclusion : « *créer son propre mouvement et faire sécession* ».

Se voulant « *Ni de Droite, Ni de Gauche* », il allait prospérer rapidement au cours de la campagne présidentielle servi par des événements majeurs qui allaient bousculer les règles du jeu politique :

- Le désastre des primaires tant chez les « LR-UDI » qu'au PS
- L'Affaire Fillon
- Le renoncement d'Alain Juppé qui entraînera l'adhésion décisive de François Bayrou à ses côtés.

Mais, une fois élu Président, sa stratégie s'est rapidement tournée vers la conquête radicale du pouvoir plutôt que vers la recherche consensuelle d'une coalition nationale.

Emmanuel Macron est peut-être plus un « *homme de Gauche* » qui a voulu élargir à Droite son assise politique, qu'un « *homme de large consensus* ». Il a été Ministre d'un Gouvernement socialiste et puissamment aidé par des socialistes notoires (Attali, Bergé, Collomb, Ferrand, ...). Cela l'a sans doute marqué !

C'est pourquoi il a cherché à débaucher à la manière des Horace vainquant un à un les Curiace, quelques seconds couteaux Républicains au lieu de tendre la main dès le lendemain de l'élection présidentielle aux LR-UDI et à leurs Chefs ainsi qu'aux Chefs du PS en leur proposant d'unir leurs forces « ***des LR au PS*** » dans une coalition d'Union Nationale capable de rassembler le plus largement possible les Français de tous bords afin de mener à bien les indispensables réformes dont le pays a besoin.

Car même si cette main tendue s'était vue rejetée (*y compris d'ailleurs si l'offre n'avait été qu'une habileté de sa part*), il en serait sorti grandi car le peuple aurait applaudi cette démarche et les débauchages se seraient alors transformés en ralliements !

Le choix d'Emmanuel Macron va donc favoriser une scission à Droite entre « *contributifs et non contributifs* » et il en sera de même à Gauche.

Nous aurons alors 4 groupes d'opposants au lieu de 2, les deux extrêmes (FI et FN) et les composantes non contributives des deux partis traditionnels LR et PS : Diviser pour régner !

Mais, son écrasante victoire, aisément prévisible, aux Législatives qui ont suivi, allant bien dans le sens de la concordance des choix des Français qui veulent « *donner une majorité au nouveau Président* » fut pour la première fois dans l'histoire de la Vème

République entachée d'une abstention record aggravée par l'importance des votes blancs et nuls.

1 Français sur 3 seulement s'est déplacé pour voter.

Du jamais vu !

La défiance de nos concitoyens pour les « *politiques* » s'est non seulement traduite par ce rejet du vote qui enlève à l'exploit une bonne partie de sa légitimité mais aussi par la persistance des « *Affaires* » puisque Fillon, Le Roux, à peine enterrés on se rua ensuite sur Ferrand, Bayrou, de Sarnez, Goudard avec le risque de voir plusieurs Chefs de groupes à l'Assemblée Nationale poursuivis par la Justice pour emplois fictifs (Faut-il rappeler la condamnation d'Alain Juppé justement pour...*emplois fictifs* qui lui avait valu une peine d'inéligibilité sans laquelle il aurait été élu Président de la République en 2007 au lieu de Nicolas Sarkozy).

Le renouveau de la vie politique est bien là. Beaucoup de nouveaux visages, une parité devant certes être saluée, la promesse de réduire le cumul à deux ou trois mandats consécutifs dans la même fonction.

Attention cependant, si c'est, au-delà du raisonnable, pour passer de Député à Sénateur, de Maire à Conseiller Régional ou toute autre combine « *à la Poutine* », la démocratie n'y trouverait guère son compte et le faux argument qui consisterait à dire qu'un tel système nous priverait de l'expérience des vieux « *briscards* » se heurterait à cette implacable logique des cimetières remplis de gens qui étaient pourtant indispensables !





## La Participation dans l'entreprise

Lorsque le Gouvernement, habilité par le nouveau Parlement à légiférer par Ordonnances sur la révision du Code du Travail, a débattu superficiellement avec les Syndicats en espérant que les « *colères* » ne se manifesteraient pas trop dans la rue, cette vieille question de la Participation dans l'Entreprise a-t-elle refait surface ?

Evidemment non !

L'évolution actuelle de la société vers un ultra capitalisme mondialisé fait apparaître la vieille idée du Général comme une « *génèreuse utopie* » et malgré la faillite du communisme et son seul maintien là où il s'est transformé en dictature coercitive, elle ne représentera peut-être plus demain un modèle enviable propre à maintenir la cohésion sociale.

Relevons pourtant que la participation, idée que sous le nom d'Association il chérissait depuis 30 ans, a tenu une grande place dans les projets de l'homme du 18 Juin.

*« Car c'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé à accomplir »* (Discours prononcé le 1<sup>er</sup> avril 1942)

Le préambule de l'ordonnance de 1945 créant les Comités d'Entreprises confirmait « *la nécessité d'associer les travailleurs à la gestion des entreprises ... pour que le travail y ait les mêmes droits que le capital* »

Et, dans l'esprit du Général qui fit pression sur le Gouvernement pour que soit promulguée l'Ordonnance du 17 août 1967, la participation était loin de n'être qu'un simple partage du profit entre patrons et salariés. C'était aussi une gestion participative de

l'entreprise, une association aux responsabilités et au management.

Pour de Gaulle, le système social « *qui relègue le travailleur - fût-il convenablement rémunéré - au rang d'instrument et d'engrenage est en contradiction avec la nature de notre espèce voire avec l'esprit d'une saine productivité* ».

Il est convaincu qu'entre le régime communiste et le capitalisme libéral « *tout commande à notre civilisation de construire un nouveau modèle qui règle les rapports humains de telle sorte que chacun, pour sa part, soit responsable de l'œuvre collective dont dépend son propre destin* ».

Mais, ni le projet de « *nouvelle société* » qui écarta pourtant Chaban-Delmas en 1974, ni le libéralisme avancé prôné en 1984 par l'ex-Président Giscard d'Estaing, n'eurent, par la suite, l'ampleur du vaste dessein de la participation gaulliste et les arguments « *contre* » étaient clairement affichés :

« *Il ne faut pas politiser les ateliers !* »

« *On introduirait inévitablement les Syndicats dans le débat !* »

« *L'autorité de la hiérarchie sera sapée !* »

On mesure l'ampleur du renoncement qui aujourd'hui encore, selon les nouvelles Ordonnances, présume mal des débats à venir tous tournés vers la flexisécurité :

- Ne remettant pas en cause l'inévitable mondialisation qui désindustrialise la France,
- Constatant qu'une plus grande faculté de licenciement reste le moyen le plus aisé sinon le plus juste de s'adapter aux variations des carnets de commande
- Ne protégeant pas les salariés français d'une concurrence largement faussée socialement, fiscalement, réglementairement,

environnementalement aussi bien à l'intérieur de l'Union (travailleurs détachés) qu'avec les pays émergents.

Et aussi invraisemblable que cela puisse paraître c'est plutôt du côté de la « *France insoumise* » de Jean-Luc Mélenchon malgré ses ineffables débordements qu'on pourrait trouver des prises de position apparemment plus proches de celle de la doctrine sociale de l'Eglise ou de la pensée Gaulliste ! Un comble ! Il faut donc que nous autres, Gaullistes, nous nous remettions à notre tour « *En Route* » !



## De Gaulle cryptocommuniste ou visionnaire ?

Nous venons de rappeler qu'après sa démission le 20 janvier 1946 du Gouvernement Provisoire de la République Française, De Gaulle, dans d'innombrables discours, s'était fait le « *champion de l'association* » donnant à l'Action ouvrière une place significative au sein du RPF.

*« La solution humaine, française, ...(c'est celle) de ceux qui mettrait en commun, à l'intérieur d'une même entreprise, soit leur travail, soit leur technique, soit leurs biens et qui en partageraient, en honnêtes actionnaires, les bénéfices et les risques »* disait-il en 1947 à Strasbourg.

En 1949 il condamne « *l'humiliante condition dans laquelle une organisation économique périmée tient la plupart des travailleurs* ».

Il résume ainsi l'avènement de l'ultra capitalisme : « *Un jour la machine a paru, le capital l'a épousée, le couple a pris possession du monde...dès lors beaucoup d'hommes et de femmes, surtout les ouvriers, sont tombés sous sa dépendance* ».

Certes, à l'influence du catholicisme social de sa jeunesse, à la fréquentation des résistants de gauche qui l'avaient rejoint à Londres, au profond sentiment de justice qui l'habitait, s'ajoutaient sans doute quelques considérations plus politiciennes telles que battre le PC, si influent à l'époque, sur son propre terrain et se distinguer de la droite conservatrice.

Mais, « *et tout est là* », c'est surtout la nécessité de rassembler durablement les Français pour donner au Pays la cohésion qui lui manquait pour tenir son rang dans le monde qui inspira si profondément le Général.

---

Jusqu'en 1953, au sein du RPF, l'Action Ouvrière sous l'autorité de Louis Vallon allait fédérer un effectif de plus de 140.000 adhérents, venus du syndicalisme chrétien, de la SFIO, des Gaullistes de Gauche et même du PC. Mais les oppositions ne manquèrent pas dès que le projet prît quelque consistance.

Celle de Raymond Aron affirmant, péremptoire, que « *la participation aux profits risquait tout à la fois de réduire les investissements et de décevoir les bénéficiaires* »

Celle plus sournoise d'une large majorité de parlementaires gaullistes, l'ironie des socialistes et des communistes, l'incompréhension des syndicats, et bien sûr l'influence déterminante d'un patronat frileux qui voulait surtout, tel Tancrède, que rien ne change.

Mais dès son retour au pouvoir en 1958, le Général relança l'idée d'une réforme du statut des salariés et Louis Vallon et René Capitant, à la tête des « *Gaullistes de gauche* » reprirent le thème de la libération de la classe ouvrière, dénonçant les ultras du conservatisme social et du conservatisme colonial.

Dès lors, l'affrontement allait être inévitable !

En 1965, le patronat, dans une « *Déclaration en 14 points* » rappela que le progrès économique et social ne pouvait reposer que sur une doctrine libérale intransigeante : liberté des prix, libre concurrence, non intervention de l'État. Les actionnaires en particulier, comprirent vite que tout partage de l'autofinancement qui avait été particulièrement important dans les années d'après-guerre, allait les priver d'une bonne partie de la valeur acquise spontanément par leur capital en raison de l'effervescence économique due à la reconstruction de la France.

---

Après les élections législatives, le nouveau gouvernement dirigé par Georges Pompidou et son prédécesseur, Michel Debré, devenu son Ministre des finances, se proposa de « *dissuader le Général de cette mascarade... (Afin de) ... le protéger contre certaines de ses propres idées particulièrement hasardeuses* » !

Faut-il rappeler, en raison de l'actualité, que Georges Pompidou, fortement imprégné par ses années passées à la Banque Rothschild et puissamment « parrainé » par Ambroise Roux, le patron des patrons de l'époque, était farouchement opposé à toute modification de la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise ce qui fit dire à certains « *C'est une manœuvre concertée conduite intelligemment mais sans scrupule moral qui a fait partir De Gaulle de l'Élysée* ».

Chaban, quelques années plus tard, avec un projet pourtant bien plus modeste fut combattu avec autant de détermination par les mêmes « *modérés* ». Il allait découvrir à son tour que « *faire une politique de gauche avec des méthodes de droite* » ne pouvait convenir à un électorat conservateur incapable de voir autrement qu'à court terme !

.....

.....

.....



## La Trahison des clercs

De 69 à 81, les oppositions parfois frontales, parfois à fleurets mouchetés entre la formation dite Gaulliste (UDR, puis RPR) et l'UDF (RI, CDS, DD) aboutirent en 1974, à la mort du Président Pompidou, à l'arrivée de Valéry Giscard D'Estaing flanqué de Jacques Chirac comme Premier Ministre, lui-même « coraqué » par les inévitables Alain Juillet et Marie-France Garaud.

La discorde à Droite, alors que le Premier Ministre qui lui succéda, Raymond Barre, s'estimait « *suffisant* » pour ne pas avoir besoin d'un Parti, allait favoriser l'Union de la Gauche (PS, MRG, PC) permettant enfin à François Mitterrand après des années de lutte contre ce qu'il qualifiait de « *Coup d'Etat permanent* » d'accéder au pouvoir.

Les années Mitterrand, malgré les cohabitations de 86 et de 93 entamèrent une dérive de l'économie française qui ne fera que s'accroître au fil du temps (la dette de la France qui dépasse aujourd'hui les 2200 Milliards d'Euros n'était alors que de 81 Milliards) !

L'Unité Nationale à part quelques moments de fortes revendications, en 1984 (lutte contre la loi Savary), en 1986 (contre la loi Devaquet), en 95 (grèves générales contre les lois Juppé) ou en 2016 (la Manif pour tous) n'aurait plus guère l'occasion de se manifester et l'apogée de cette division des Français malgré la brillante élection au 2<sup>ème</sup> tour d'Emmanuel Macron contre Marine Le Pen se retrouvera dans l'abstention record aux Législatives séparant pour la première fois la France en 9 blocs irréconciliables (FN, LR d'opposition, LR constructifs, LREM, PS Constructifs, PS d'opposition, FI, PC, Divers)

Le vote massif en faveur de la majorité présidentielle ne fut donc pas un véritable vote d'adhésion, une faible fraction du peuple

français ayant finalement choisi de donner une majorité de gouvernement au nouveau Président, jusqu'à ce que le débat ne réapparaisse dans la rue, à la première occasion (Zadistes, Cheminots, Personnels hospitaliers, Etudiants,...).

Une politique de la main tendue et non une politique de débauchage aurait sans doute permis qu'il en soit autrement. Mais la majorité présidentielle, sûre d'elle-même, préférera s'imposer plus que rassembler, imitant en cela son Chef « jupitérien ».

Certes le renouvellement auquel nous avons assisté était plus que nécessaire et la sociologie de l'Assemblée Nationale (plus de femmes, moins de fonctionnaires) est davantage à l'image du pays que celle qui s'auto-reproduisait depuis quarante ans mais les forces populaires menacées par le chômage, menacées par l'Europe, menacées par la mondialisation n'y trouvent plus leur compte et délaissées, elles réagiront tôt ou tard même si dans leurs rangs de vives dissensions apparaissent (FI, PS, PC et même FN).

Rassembler le peuple français ! L'espoir du Général sera sans doute encore déçu car le peuple ne peut pas se résumer aux classes privilégiées mêmes flanquées de représentants des classes moyennes.

Soit le Président Macron le comprendra et répondra aux attentes des plus défavorisés. Soit, en digne banquier qu'il est, il restera persuadé que son choix européiste, mondialisé et libéral est le meilleur pour la France et le réveil risquera d'être brutal.

Un exemple : Si les promesses de campagne faites aux Whirpool ou aux GM&S se transforment après coup en « *Je ne suis pas le Père Noël* » la déception sera d'autant plus grande dans les chaumières qu'on aura un instant rallumé l'espoir !

Est-ce à dire qu'une solution populiste aurait fait mieux?

Certainement pas ! Et c'est bien là le drame ! Rassembler le peuple exige de réunir des fractions naturellement inconciliables : des riches qui abandonnent une partie de leur boulimie ploutocratique, des pauvres qui comprennent que l'entreprise a ses lois et que l'apport seul du travail, même s'il est incontournable, est insuffisant sans les capitaux des actionnaires et le talent des managers.

---

.....

## Un nouvel Appel ?

Souhaitons donc, comme nous venons de le dire, que le nouveau Président, appuyé par une forte majorité entende le désarroi des sans-voix, ceux qui ont choisi l'abstention.

Qu'il puise dans la pensée gaulliste une inspiration nouvelle.

- L'Europe oui, mais qui protège la Nation.
- Le libéralisme, oui, mais limitant l'appétit insatiable des puissants,
- La mondialisation, oui, mais compensée par un équilibre des échanges,
- La fiscalité, garante de la solidarité, oui, mais n'oubliant jamais le principe de progressivité,
- L'ordre, oui, mais n'ignorant pas les causes qui doivent être combattues pour que finalement force reste à la Loi.

Soit la société française, conduite par un Homme d'Etat pour qui l'œuvre seule comptera et non de méprisables avantages personnels, reprendra confiance persuadée que tout sera fait au sein de la Nation, au sein de l'Europe, pour trouver un nouvel équilibre de liberté, de solidarité mais aussi de responsabilité, ne laissant personne au bord du chemin, soit la tentative de régénération de la vie politique voulue par le mouvement « *En Marche* » sera un échec de plus sur le chemin de l'espoir.

Au moment les plus sombres de son histoire, la France a constamment su trouver en elle-même les forces nécessaires au sursaut salvateur. Et toujours, un homme ou une femme se sont levés parmi les siens pour porter cette espérance.

Sera-ce Emmanuel Macron ? Pourquoi pas ? A lui de montrer s'il est un Homme politique au service de sa propre carrière ou un Homme d'Etat au service de son Peuple.

.....

Mais le chemin risque d'être encore long car l'oligarchie, quelle qu'elle soit, accepte mal de se dessaisir de ses privilèges. Rappelons-nous la nuit du 4 août ! C'est la noblesse elle-même et non le peuple qui réclama l'abolition des droits seigneuriaux ...il était malheureusement trop tard !

Avec 6 millions de chômeurs dont plus de 3 en catégorie A, la France s'est progressivement adaptée à un système d'assistanat social, d'ailleurs très efficace, il faut bien le dire, si on le compare aux petits boulots mal rémunérés de nos voisins anglais ou allemands mais l'addition est trop lourde et nous la finançons exclusivement par l'emprunt !

J'ai démontré que depuis 35 ans la croissance de la dette française (environ 2200 milliards d'Euros) correspondait très exactement au coût cumulé de l'aide sociale. Autrement dit, depuis 35 ans nous finançons la paix sociale à crédit ! On a vu chez les Grecs ce que cela pouvait entraîner comme conséquence.

C'est pourquoi j'aurais aimé entendre de la bouche du nouveau Président, lors de la convocation du Parlement en Congrès à Versailles un discours tel que celui qui va suivre :

NDLA : Au *discours* imaginaire *qui va suivre* j'ai ajouté quelques *commentaires*:

---

*Monsieur le Président du Congrès,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Premier Ministre,  
Mmes et Mrs les Membres du Gouvernement,  
Mmes et Mrs les Députés,  
Mmes et Mrs les Sénateurs,*

*Conformément à l'article 18 de la Constitution, j'ai l'honneur et la joie de me présenter devant vous après une campagne présidentielle et législative particulièrement longue et mouvementée.*

*Notre pays en cette occasion s'est profondément divisé en quatre grands blocs et si, selon les dispositions électorales qui ont consolidé notre Vème République depuis sa création, un large consensus national est apparu au second tour de mon élection, si une majorité présidentielle décisive a pu être constituée aux Législatives qui suivirent, malgré une trop forte abstention, nous sommes désormais en marche, tous ou presque réunis par ce qui nous est le plus cher, l'amour et le service de la Patrie.*

*Je m'adresse tout d'abord à vous, Chers Amis de « La République en Marche » ainsi qu'à vous tous venant de Droite, du Centre et de Gauche qui avez bien voulu vous engager auprès de moi, au-delà de vos appartenances partisans antérieures, afin de m'apporter votre soutien.*

*Notre Assemblée est profondément renouvelée, plus de femmes, moins de fonctionnaires, plus de représentants de la société civile. Le Sénat suivra demain.*

*Vous voulez vous engager, vous voulez que notre Pays connaisse enfin le sursaut salvateur qui le sortira de la crise, vous voulez qu'au sein d'une Europe protectrice nous luttons ensemble contre*

*le chômage, contre le terrorisme, et tous ces maux du monde moderne.*

*Alors, ensemble, nous réformerons notre Education pour ne laisser aucun jeune au bord du chemin.*

*Nous modifierons les règles de fonctionnement de nos entreprises pour leur donner les marges de manœuvre dont elles ont besoin dans un monde concurrentiel sans sacrifier pour autant la nécessaire sécurité à laquelle ont droit tous les salariés.*

*Nous mettrons en place la vieille idée gaullienne, plus que jamais d'actualité, de la Participation. Celle-ci concernera toutes les entreprises et une présence des salariés aux côtés des managers et des actionnaires sera instituée dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 50 salariés.*

*Nous accentuerons une politique active de solidarité concernant notamment la santé, les retraites, la politique familiale, les handicapés et les personnes dépendantes en faisant appel à la règle sacrosainte de la progressivité de l'impôt (Art 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) qui cessera de prendre pour seule et unique cible l'indispensable classe moyenne<sup>1</sup>.*

*Nous protégerons le Pays, sans sombrer dans l'amalgame ou le délit de faciès, des menaces multiples d'où qu'elles viennent et*

---

<sup>1</sup> La fiscalité touche exagérément la classe moyenne, trop riche pour être exonérée de nombreux impôts et taxes, trop pauvre pour bénéficier d'optimisations fiscales inouïes que nos lois successives, au gré des lobbies, ont accumulées. Vouloir appliquer l'ISF, par exemple, sur le seul patrimoine immobilier c'est taxer d'abord et avant tout le petit cadre qui à force d'économies a fini par acheter son logement alors que les riches ont eu tous les moyens de placer hors ISF leurs biens immobiliers dans les actifs des sociétés qu'ils contrôlent.



*notamment du radicalisme islamique dont les Musulmans sont partout dans le monde les premières victimes.*

*Nous participerons à une politique de développement dans les Pays émergents persuadés que seul un investissement économique massif et une politique coordonnée par l'ONU en faveur de la Paix permettront de lutter efficacement contre des vagues migratoires indomptables chassées par la misère et par la guerre et, ne pouvant accueillir toute la misère du monde, nous demanderons au Parlement de déterminer chaque année le nombre d'étrangers que notre pays peut convenablement assimiler<sup>2</sup>.*

*Nous restaurerons l'Europe qui s'est engluée dans des règles obsolètes, avec le secours des Pays fondateurs, quitte à restreindre momentanément l'accès à la zone Euro et à l'espace de Schengen aux Pays qui le peuvent, tout en aidant les autres à nous rejoindre progressivement au fur et à mesure de l'avancée des politiques de convergence sociale et fiscale qu'ils mèneront.*

*Nous exigerons pour nos politiques nationales le strict respect du principe de Subsidiarité gravé dans les Traités mais constamment violé par Bruxelles et si nous devons ne pas être écoutés nous poursuivrons avec les seuls Pays qui le veulent l'indispensable dialogue.*

*Sans votre aide notre mouvement aurait été voué à l'échec et cette refondation si nécessaire doit s'inscrire dans la durée pour que demain l'Union Nationale que vous représentez s'amplifie encore largement si nous savons être accueillants et modestes envers tous ceux qui voudront nous rejoindre.*

---

<sup>2</sup> Vouloir lutter contre les vagues migratoires sans agir sur le développement économique des pays pauvres et l'arrêt des conflits, c'est faire preuve d'une grande naïveté.

*Mais je m'adresse également à vous, Mmes et Mrs les Députés qui estimez être sous-représentés au sein de cette Assemblée et qui, pourtant, m'avez fait l'honneur de vous déplacer : une réforme des Institutions sera immédiatement mise en chantier qui arbitrera entre la nécessité de donner au Pays une majorité de Gouvernement et celle de représenter plus équitablement les différents Partis par une dose de proportionnelle significative, analogue par exemple à celle qui régit nos scrutins municipaux ou régionaux.*

*En attendant puisque vous avez été élus pour 5 ans je proposerai au Gouvernement de faire voter une modification de l'Article 19 du règlement de l'Assemblée Nationale pour réduire à 10 le nombre de Députés nécessaires pour constituer un Groupe parlementaire.*

*Mmes et Mrs les Députés, Mmes et Mrs les Sénateurs, le temps nous est compté. Les finances de la Nation sont dans le rouge. Notre croissance est insuffisante. Le Chômage nous ronge. Nous sommes cependant la cinquième puissance mondiale, forte d'un peuple inventif, productif, intelligent et frondeur.*

*Notre dette publique est trop forte. Les dérapages budgétaires de l'Etat et de la Sécurité Sociale doivent être définitivement maîtrisés, la retraite des fonctionnaires progressivement abondée, les régimes spéciaux supprimés tout en prenant en compte pour l'âge du départ à la retraite, l'espérance de vie restante, si variable du mineur au banquier, de l'égoutier au cadre supérieur !*

*Nous devons faire face, ensemble, à de nombreux défis :*

*Raviver la flamme d'un enseignement de qualité, dès l'école maternelle, pour que faute de dominer les savoirs fondamentaux personne ne sorte sans diplôme de la scolarité obligatoire.*

---

*Redonner à l'apprentissage ses lettres de noblesse pour qu'aucun des emplois non délocalisables ne reste vacant faute de candidats et serve d'appel d'air aux travailleurs détachés.*

*Réformer l'entrée dans les Universités et les grandes Ecoles par une sélection au mérite jumelée pour les plus modestes à un salaire étudiant fiscalisé comme le seront dorénavant les Allocations Familiales à nouveau universalisées et permettre à ceux qui n'ont pas les capacités requises pour intégrer d'emblée l'enseignement supérieur de suivre, en classes préparatoires, pendant une année de grâce un enseignement complémentaire de deuxième chance.*

*Favoriser l'embauche des jeunes en rapprochant l'Ecole des Entreprises par des stages généralisés et une meilleure connaissance réciproque. Développer la recherche et l'innovation par des dispositifs intelligents contrôlant a posteriori les résultats obtenus et favorisant par une politique de crédit envers les start-up un déploiement industriel nouveau du type de la Silicon Valley californienne.*

*Réformer le Code du Travail, comme je l'ai proposé au cours de la campagne car nos entreprises ont besoin de flexibilité mais dans le même temps favoriser aussi leur compétitivité, source de commandes donc d'emplois, en réduisant les prélèvements obligatoires qui pèsent sur elles et dont malheureusement nous sommes les champions du monde.*

*Mais aussi, rénover l'assurance chômage et la formation professionnelle pour que tout salarié soit assuré d'une indispensable sécurité, seule façon de faire accepter les mutations industrielles et l'inévitable mobilité qu'impose le monde moderne, lui permettant dès son licenciement de percevoir de suite et automatiquement une indemnité compensatoire décente même si elle doit être plafonnée pour les hauts revenus, et de bénéficier*

*d'une véritable formation réservée aux chômeurs qui le remettra en selle le plus rapidement possible.*

*Revoir notre politique de santé pour que chacun puisse recevoir au meilleur coût, des soins appropriés tout en nous débarrassant du stupide Numerus Clausus qui fait que 25 % des nouveaux médecins installés en France sont diplômés d'une Université étrangère pas toujours fiable (ce qui permettra par exemple d'ouvrir aux généralistes, surtout dans les petits hôpitaux, nos services d'urgences où la grande majorité des entrants ont en réalité besoin de soins sans gravité).*

*La France enfin doit être présente au monde. D'abord dans son rôle de membre permanent du Conseil de Sécurité et dans sa tradition universaliste. Elle doit participer au niveau de l'Union Européenne à la mise en place, enfin, d'une politique étrangère concertée sinon commune et d'une contribution des autres Nations à sa politique de défense (dissuasion nucléaire, interventions en Afrique ou au Moyen Orient) en attendant que le rapprochement des Peuples permette l'avènement d'une véritable Europe Confédérale à l'instar de nos voisins Suisses<sup>3</sup>.*

*Voilà, Mmes et MM. les Parlementaires, le cap que je souhaite fixer à notre pays. Je ne cherche à rallier personne de force mais soyez assurés que ma seule et unique préoccupation pendant les*

---

<sup>3</sup> Chacun comprend bien qu'il est grand temps de renégocier les Traités européens en essayant de préserver tout ce qui sert la Paix, l'Union, la Coopération entre les Peuples, l'Organisation intelligente du Continent, la défense de nos frontières tout en ne bâtissant pas une usine à gaz budgétivore qui oublie vite les Peuples qu'elle doit servir. La France aux côtés de ses partenaires de 1957 peut jouer un rôle majeur dans cette remise à plat de la Communauté Européenne car sans la France et sans l'Allemagne il n'y aura plus d'Europe, tout juste un espace économique vite submergé par la concurrence faussée de l'Asie du Sud-Est. L'Allemagne qui profite le plus de cette dérégulation (passoires douanières, travailleurs détachés, concurrence intra-communautaire et extra-communautaire, absence de convergence économique sociale, fiscale et environnementale, normes appliquées en dépit du principe de subsidiarité) serait la première à souffrir d'un départ de l'UE de son premier client : La France.

*5 années de mandat que le peuple m'a confié sera de me dévouer totalement au service de l'Etat et de nos concitoyens avec votre aide et vos conseils.*

*Le Gouvernement, Premier Ministre en tête, dans la plénitude de ses fonctions et le Parlement restitué dans l'intégralité de ses pouvoirs par une profonde modification des modalités d'application du projet de gouvernement par Ordonnances devront travailler vite pour qu'ensemble, car nous en avons la force, nous puissions sortir la France de l'ornière où nous l'avons laissée s'enfoncer<sup>4</sup>. Vive la République, Vive la France.*

.....

---

<sup>4</sup> Les Institutions doivent être modifiées lorsque cela est nécessaire mais avec prudence. Certes la situation qui fait qu'aujourd'hui le Front National n'a pas de groupe parlementaire, alors que la France Insoumise qui a fait beaucoup moins de voix que lui aux Présidentielles en a un, a quelque chose d'incongru ! La représentativité des Députés varie de 1 à 7. Ce n'est pas bon pour la démocratie et il convient donc de faire en sorte par une dose significative de proportionnelle de rapprocher la représentation nationale de la représentativité de chaque courant politique sans faire perdre à la majorité une avance suffisante pour qu'on ne revienne pas au régime insensé de la IVème où les Gouvernements successifs ne tenaient parfois pas la semaine ! L'exemple des Municipales et des Régionales pourrait être repris. Il permet d'assurer une large majorité à la liste arrivée en tête en lui attribuant d'abord 50 % des sièges puis en répartissant entre tous l'autre moitié des sièges à la proportionnelle intégrale. En attendant, abaisser à 10 par exemple le nombre de Députés requis pour constituer un groupe parlementaire serait un geste apaisant qui rétablirait une certaine justice.

.....



## Un renouveau gaulliste est-il possible ?

Malheureusement, le discours du Président Macron devant le Congrès réuni à Versailles le 3 Juillet 2017, la veille du discours de politique générale de son Premier Ministre, Edouard Philippe, à l'Assemblée Nationale n'avait évidemment rien eu d'un nouvel Appel Gaulliste.

Il se voulait plutôt un discours « à l'Américaine » sur l'état de l'Union où il revint sur les ressorts qui, selon lui, avaient mené à son élection.

Au cours de l'exercice, il insista sur les réformes institutionnelles envisagées, processus législatif simplifié, instillation d'une dose de proportionnelle, révision du droit de pétition, refondation du CESE, suppression de la Cour de Justice de la République, refonte des territoires et réduction du nombre de Parlementaires !

Pas de quoi enthousiasmer les Français et les conduire à surmonter leurs différences pour « *Sauver la République* » !

En réalité en sommes-nous encore capables ? Nous convenons volontiers qu'il existe généralement deux camps opposés par leurs choix politiques, Droite et Gauche, Conservateurs et Progressistes, Démocrates et Républicains, appelons-les comme on veut, l'oligarchie quelle qu'elle soit a toujours su dresser des cloisons mentales entre les hommes propres à les séparer durablement sauf peut-être aux heures sanglantes où la Patrie est en danger.

Mais après 158 années seulement de République nous avons oublié qu'il fallait toujours un arbitre, Roi, Président, Empereur, au-dessus des Partis, pour incarner l'intérêt national et permettre les coalitions capables de réunir une majorité suffisante pour conduire le pays avec sérénité dans la voie des réformes.

---

Et là, le « **Ni Droite, Ni Gauche** » est insuffisant quand il faut le « **Et Droite, Et Gauche** » pour sortir la France de l'ornière.

Au moment où j'écris ces lignes (avril 2018) des « colères » diverses cherchent à s'agglutiner. Elles n'y parviendront peut-être pas mais un an après l'élection du nouveau Président des failles apparaissent dans le dispositif qu'il aurait pourtant été facile de conjurer.

La sélection à l'entrée de l'Université est vitale, non pas pour écarter de l'enseignement supérieur des générations d'étudiants d'origine modeste mais pour optimiser les succès de cette nécessité pour la cinquième puissance mondiale, de conduire sa jeunesse au plus haut niveau de ses capacités tout en restant conscients de l'impérieux devoir de satisfaire aux besoins du Pays.

Un exemple : Est-il raisonnable de maintenir un Numérus Clausus avec des reçus-collés à 14 de moyenne et de parler en même temps de déserts médicaux, de voir les enfants des familles qui le peuvent poursuivre leurs études de Médecine en Belgique ou en Roumanie, et de constater que 25 % des médecins qui s'installent en France sont d'origine étrangère (parfois même, parlant difficilement notre langue) ?

Un dialogue sincère entre parties prenantes (Etat, Régions, Sécurité Sociale, Organisations syndicales et ordinales, Internes, Etudiants), permettrait à coup sûr de trouver des formules adaptées à nos besoins. Des places offertes (au-dessus de 10 de moyenne) en plus de celles du Numérus Clausus associées à une prise en charge financière comme c'est le cas à l'X, l'ENS, l'ENA, Santé militaire et bien d'autres, proposées en échange de 10 ans d'engagement dans les déserts médicaux réglerait le problème en quelques minutes !

---



Une révision profonde de l'Apprentissage avec passerelle permettant de reprendre ultérieurement des études générales pour les plus motivés et des accès facilités aux crédits pour la création d'entreprises éviterait des cohortes de recalés à l'issue des premiers cycles des Universités lorsque le niveau de base est insuffisant.

Des Classes Préparatoires à l'Enseignement Supérieur (CPES) dans les Lycées aux côtés des Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE) redonneraient une chance aux moins bons élèves du secondaire avec un bon encadrement, bien préférable à la bride sur le cou laissée dans les premières années de Fac.

Autre exemple d'actualité : un dialogue sincère avec toutes les organisations syndicales du transport mais aussi avec les régions, les associations d'usagers, permettrait sans doute d'assurer la meilleure mobilité territoriale possible (avion, rail, car, taxis, covoiturage, véhicules libres et demain autonomes...) sans des grèves usantes qui nuisent à notre économie. On pourrait au moins éliminer les faux débats comme celui du statut des cheminots qui n'est là que pour dresser l'opinion contre les grévistes tant est permanent chez les plus modestes le désir d'égalité même si des inégalités bien plus choquantes sont constamment étalées, qu'ils refusent de voir.

Les mauvaises raisons invoquées sont souvent trop flagrantes. Ainsi pour le SNCF, on fait semblant de se poser la question de la dette (46 milliards d'€) que l'Etat pourrait peut-être reprendre en partie, après 2020, comme si la dette actuelle n'était pas intégralement cautionnée par l'Etat, actionnaire unique qui prétend vouloir le rester !

Partout le dialogue est absent ou ressemble à un simulacre. Or, de nos jours, seul un dialogue tolérant, respectueux des opinions de chacun peut nous sortir d'affrontements stériles (On se

rappelle les paroles de Georges Berkeley : *Ils soulèvent la poussière et se plaignent de ne pas voir !*)

C'est ce que les Syndicats reprochent au Gouvernement : faire semblant de dialoguer, entendre mais ne pas écouter puis annoncer brutalement des décisions déjà prises que les Députés de la majorité eux-mêmes n'auront pas le droit d'amender sans autorisation, au risque de se retrouver marginalisés et dépourvus d'investiture lors de leur renouvellement !

Est-ce à dire que tout doit finir dans d'interminables palabres ?

Assurément non ! Le dialogue tolérant doit s'accompagner de respect : respect de la Loi, respect des personnes, respect des Institutions, respect du bien d'autrui !

Quand on voit les locaux saccagés de Tolbiac (sans parler de ceux de Paris-8 que les médias n'osent même pas nous montrer !) ou les vitrines brisées lors des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, on ne peut que déplorer le laisser-faire des présidents d'université qui n'osent pas faire appel aux forces de l'ordre, des syndicats qui se laissent submerger par des casseurs, des zadistes prêts à en découdre même s'il a fallu trop de temps et trop d'affrontements pour leur tendre enfin la perche du dépôt possible de projets collectifs prétendument alternatifs!

Le Rassemblement Gaulliste est tout autre chose. Il traduit la volonté d'unir le Peuple Français dans sa globalité autour de valeurs qui auront émergé du plus large consensus de la Nation.

Ici, il n'y a plus d'anathème : que l'on soit aujourd'hui du FN ou de FI on a droit à la parole. Nul n'est pestiféré. Nul ne peut s'arroger le droit d'avoir raison aux dépens de tous les autres. Seules doivent être combattues les opinions qui s'opposent aux valeurs fondamentales de la République : Liberté, Egalité, Fraternité,

Laïcité, ouverture au monde, protection des citoyens, respect de la propriété et des droits dans la réelle progressivité de la contribution de chacun selon ses capacités et ses moyens au bien commun, valorisation du travail et récompense de l'effort, solidarité active envers les plus démunis et les personnes âgées dépendantes, égalité véritable des droits et devoirs de chacun quels que soient le sexe, la race, le choix de vie ou la croyance, amour de la Patrie et engagement de tous au service de la Nation.

Unir le peuple français : voilà le seul but du Rassemblement et cela ne peut se faire sans accueillir « ***Et la Droite Et la Gauche*** » !

Utopie penserez-vous ? Avec 1 % de la population mondiale nous sommes la sixième puissance du monde et visiblement en passe de redevenir la cinquième après le Brexit. Nous sommes l'un des membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Notre voix porte et notre histoire fascine. Nous nous devons d'être un exemple parmi les Nations !

Mais le voulons-nous encore ?

Electeurs du FN et de FI pourquoi se perdre dans des combats d'arrière-garde ? Vous êtes aussi la France.

LR, LREM, PS ne pouvons-nous à l'instar des Allemands réaliser cette grande coalition que de Gaulle appelait de ses vœux : le Rassemblement du Peuple Français ?

Oui, c'est encore possible. Il suffit de savoir vouloir !

En paraphrasant une des devises des Jésuites : « *Pour une plus grande gloire de la France* ».

.....

.....

## Mais alors comment faire ?

Si LREM avait choisi la voie que j'ai invoquée dans mes « Carnets de campagne » (NDLA Editions CIU Tome 1), à savoir, proposer dès le lendemain de la victoire aux Législatives une coalition étendue des LR au PS, nous aurions pu franchir un pas décisif. Ceux qui auraient refusé la grande coalition se seraient eux-mêmes marginalisés. Une répartition des responsabilités 1/3,1/3,1/3 au niveau gouvernemental entre Droite, LREM et Gauche aurait convaincu le peuple de la volonté d'union du Président et un riche dialogue aurait pu s'engager laissant s'exprimer dans leur diversité les opinions des Français dans la recherche d'un point médian, acceptable par tous qui aurait permis d'avancer enfin dans la voie des réformes.

Ce ne fut malheureusement pas le cas et il y a de grandes chances qu'au fil du temps les affrontements d'aujourd'hui, à la moindre étincelle reproduisent les grandes oppositions d'hier.

Le PS est certes groggy et la France Insoumise, cimentée seulement par le talent tribunicien de quelques leaders, Mélenchon en tête, se délitera petit à petit, espérons-le, pour participer à la refondation d'une Gauche sociale-démocrate moins extrême à nouveau candidate à l'exercice du pouvoir.

La Droite, sidérée par le risque de se rapprocher du FN (*le piège mitterrandien continue à bien fonctionner*) essaie de proposer un programme de Droite dure pour tenter d'attirer des électeurs qui autrefois lorsque l'extrême-droite plafonnait à 3% votait traditionnellement pour elle.

Cette radicalisation fait fuir certains de ses soutiens, tentés aussi

par l'option contributrice avec LREM, notamment les élus qu'un Centre toujours aussi déliquescents n'arrive pas à retenir. 00 04

le club « *Dialogue et Démocratie Française* » j'avais voulu réunir des hommes et des femmes de bonne volonté de toute origine, non pas « *Ni de Droite Ni de Gauche* » mais « *Et de Droite Et de Gauche* » tant il me paraissait indispensable pour résoudre les problèmes de notre temps de favoriser par tous les moyens l'émergence d'un dialogue tolérant et fraternel entre ceux qui veulent « *vivre ensemble* » dans l'harmonie, au sein d'une même Nation.

Les Français, il est vrai, sont souvent divisés et, semble-t-il, peu capables de réunir de larges coalitions « *à l'allemande* » dépassant les barrières souvent artificielles dressées entre eux par leurs origines ethniques, leurs croyances, leurs professions, leurs appartenances à différentes classes sociales.

Ces cloisons mentales que les Partis ont créées entre les individus expliquent ces débats télévisés où personne n'écoute personne, ces pseudo-négociations entre Pouvoir exécutif et Syndicats où les cartes sont d'emblée biaisées, ces affrontements de rue, témoins de l'incompréhension qui peu à peu s'installe au sein du peuple.

En marchant au supplice Jehanne aurait dit : « *Français divisés, pardonnez-vous de toute votre âme* ». A l'heure de la mondialisation où l'ultra capitalisme a tant favorisé l'individualisme ambiant, si nous voulons ensemble retrouver cette solidarité sans laquelle il sera de plus en plus difficile de partager un même territoire, il faut à tout prix retrouver le chemin du dialogue et ne pas laisser des intérêts particuliers prendre le pas sur l'intérêt général.

L'heure est grave, plus qu'on ne le croit, car l'apathie apparente témoigne non d'un désaveu des « *colères* » qui s'agglutinent mal mais d'un sentiment sournois qui donne à penser que la « *Politique* » ne résoudra plus nos problèmes et que seule la fuite

en avant égoïste du « chacun pour soi », pourra encore représenter une planche de salut !

L'appel au dialogue, c'est le choix de réconcilier les Français autour d'un projet commun. C'est la reconnaissance de la variété de nos opinions et l'acceptation du fait de ne pas avoir toujours raison. C'est la recherche permanente d'un compromis qui tienne compte des bons arguments avancés par les uns et par les autres. C'est la volonté de « *vivre ensemble* » dans le respect de chacun, *libres, fraternels et égaux* !

---





## Remettre la France au travail

Chacun sait que l'oisiveté est mère de tous les vices !

Au pays des 6 millions de chômeurs, il est grand temps de prendre conscience du fait que l'assistanat social comme seule réponse au chômage de masse, fruit de la mondialisation, ne peut plus correspondre à une solution durable.

Je l'ai dit à plusieurs reprises : « *On te paie pour que tu te taises* » mais de ce fait on doit prendre en charge le véritable tonneau des Danaïdes de cette politique par un endettement continu (Le montant de la dette de la France, 2200 Milliards d'€ est exactement égal au montant de l'aide sociale déversée depuis 1981).

Il faudra bien qu'un jour des gouvernants conscients reviennent sur les règles de l'OMC qui se voulaient justes au départ mais qui, dans la pratique, se sont révélées iniques. Contrairement à la prétendue concurrence libre et non faussée qu'elle prônait on a cessé d'accepter des déséquilibres sociaux, fiscaux, environnementaux aussi bien à l'intérieur de l'UE que sur les marchés étrangers, que des contreparties douanières auraient dû restreindre ou au moins que des politiques d'équilibre des échanges commerciaux auraient dû atténuer.

La règle de l'unanimité que l'on a stupidement acceptée au sein de l'Union et la cupidité de certains Etats, prêts à toutes les bassesses pour attirer les investisseurs n'a que trop duré.

Un exemple : comment peut-on continuer à tolérer que les GAFA, réalisant dans les grands pays Europe le plus gros de leur CA, n'y reversent que des impôts minimales en domiciliant leurs sièges sociaux dans des Etats plus complaisants (Irlande, Luxembourg,...). Nous ne pourrons plus longtemps espérer bâtir

ensemble l'Europe et supprimer nos barrières douanières intérieures si nous ne remédions pas très vite à tous ces dysfonctionnements.

Il faut pour cela que l'on aboutisse sans délai à une convergence la plus grande possible sinon à une uniformité entre les Etats de l'Union ou si cela s'avérait irréalisable qu'on restreigne provisoirement la zone de libre-échange aux seuls pays acceptant cette règle vertueuse.

Mais remettre la France au travail c'est aussi imaginer de nouvelles voies de contribution de chacun au bien-être de tous.

L'Assurance chômage qui, pour beaucoup, apparaît désormais comme un dû au bout de quelques années de cotisation doit retrouver son rôle véritable de solidarité entre ceux qui ont un emploi et les autres.

Certes, il faut que des règles souples de flexisécurité n'entravent pas l'embauche et que les prélèvements obligatoires, dont nous sommes avec le Danemark les champions du monde, retrouvent un taux moins étouffant mais il faut aussi que des solutions plus subtiles soient évoquées et mises en œuvre pour combattre ce cancer du chômage :

- Prise en compte des conséquences sociales lors des délocalisations d'usines imposant par exemple le remboursement des aides préalablement octroyées en vue de la création d'emplois
  - Participation des chômeurs à des activités de formation sérieusement contrôlées qui doivent correspondre aux capacités et aux désirs des personnes mais aussi aux besoins insatisfaits du pays.
-

- Incorporation des chômeurs, passé un délai raisonnable de formation et de recherche d'emploi, à des activités d'intérêt public (remplacement de fonctionnaires, travail au sein d'associations, aide aux personnes âgées, assistance dans les écoles, travaux de protection de la Nature...)

Pour ne détailler que quelques mesures, le remplacement des fonctionnaires partant à la retraite par des chômeurs à mi-temps ayant les qualifications requises, permettrait de réaliser les économies espérées de la dépense publique sans affecter profondément les services au public.

De même le vaste chantier du tutorat scolaire si important si l'on veut une vraie assimilation des savoirs dans les zones d'éducation prioritaire, ou l'aide à venir de plus en plus nécessaire en faveur des personnes dépendantes représentent des réservoirs d'emplois non marchands qui pourraient absorber une bonne partie des chômeurs et contribuer à leur réinsertion.

.....

.....

## Réformer l'éducation

Comme on vient de le voir, un des grands défis de ce siècle où vont s'affronter des générations d'élèves baignant depuis leur plus tendre enfance dans les nouvelles technologies réside dans une réforme approfondie de l'éducation dès les classes maternelles.

C'est en effet dès l'enfance, au moment où nos cerveaux fabriquent à chaque seconde plusieurs millions de synapses, au moment où tout est possible que devrait être réalisé le plus grand effort. Très vite il sera trop tard !

L'apprentissage des savoirs fondamentaux (la lecture avant 6 ans par exemple le jour où l'on se débarrassera enfin de la méthode « *globale* ») rendu possible par un tutorat généralisé mobilisant chaque soir après la classe, enseignants, étudiants, chômeurs, retraités, parents d'élèves, bonnes volontés, gommerait d'un coup la honte pour notre système éducatif que représente cette cohorte de 150.000 jeunes sortant chaque année sans diplôme de la scolarité obligatoire, incapables de remplir sans aide le moindre formulaire qui iront très vite grossir les rangs des chômeurs si ce n'est des délinquants !

Nous avons besoin d'un enseignement général conduisant en plus grand nombre les plus aptes aux formations de haut niveau dont le Pays a besoin mais redonnant aussi à l'enseignement professionnel toutes ses lettres de noblesse (équivalence des diplômes, nombreuses passerelles permettant les réorientations ultérieures, avantages sociaux accordés aux formations courtes pour favoriser leur embauche, gestion des effectifs pour répondre aux besoins du Pays, revalorisation de la fonction enseignante qui devra être plus respectée, mieux rétribuée et plus évolutive.

---

Notre enseignement supérieur doit pouvoir accueillir tous ceux qui le veulent et qui le peuvent. L'ascenseur social doit fonctionner à nouveau pour permettre à tous les talents de s'exprimer (Alain Juppé, par exemple, issu d'une famille pauvre de métayers, boursier au mérite pendant toutes ses études secondaires, n'a-t-il pas cumulé l'ENS et l'ENA avant de devenir Premier Ministre ?)

Au lieu de dire à nos jeunes, nous allons vous tirer au sort ou nous allons vous sélectionner, il serait plus profitable de leur dire : « *Le Pays a besoin de vous. Nous allons vous prendre en charge (y compris financièrement pour les étudiants d'origine modeste) pour vous permettre de suivre le meilleur cursus correspondant à vos souhaits et à vos capacités mais en revanche nous vous demanderons des efforts, du respect pour nos institutions et des résultats !* »

Je citai plus haut Gaston Bachelard et la nécessité « *d'apprendre à apprendre* ». Or, le monde dans lequel nous entrons sera sans pitié pour ceux qui seront incapables de se remettre en cause et de s'adapter tout au long de leur vie aux bouleversements technologiques qui attendent les nouvelles générations.

Gouverner c'est prévoir ! Avec 20 ans d'avance nous serions coupables de ne pas planifier dès aujourd'hui, pour ceux qui vont naître, la formation appropriée dont ils auront besoin pour survivre ET dont le Pays aura également besoin pour rester dans la course ! Cela ne se fera pas sans une véritable révolution dans notre manière de penser l'Ecole. Elle doit devenir l'affaire de tous et le souci de chacun. Les enseignants certes y joueront les premiers rôles mais, tout en écoutant les élèves, les parents, les employeurs, les élus et les professionnels de tous ordres.

---

## Refondre la fiscalité

Appartenant à cette frange sacrifiée de la classe moyenne dite « *supérieure* » je rage chaque année en subissant une pression fiscale totalement confiscatoire, en pensant à tous ceux du « *1 % des plus riches* » qui grâce à de nombreuses niches fiscales, grâce à une « *optimisation* » habile, réussissent à payer moins d'impôts que ceux qui n'ont d'autres revenus que leur travail.

Les récentes réformes de l'ISF continuent de pénaliser le cadre supérieur ou le bon professionnel qui « *au bout d'une vie* » a fini par acquérir son appartement parisien alors que dans le même temps, pour d'autres, des biens mille fois plus importants dissimulés dans des actifs d'entreprises échappent à l'imposition sur la fortune.

On prétend qu'Emmanuel Macron est le « *Président des riches* » ou même, selon François Hollande, le « *Président des très riches* » on doit se souvenir qu'on juge un arbre selon ses fruits et que son passage par la Banque Rothschild où il occupait paraît-il le bureau N° 666 et les appuis qui l'ont amené à la Présidence l'ont profondément marqué.

L'article 13 de la « *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* » stipulait déjà que « *Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés* ».

Cette progressivité de l'impôt a été mise à mal par la ploutocratie ambiante qui fait et défait les gouvernements ne serait-ce que par les médias qu'elle contrôle. C'est ainsi que la courbe de la fiscalité exprimée en pourcentage par rapport aux revenus au lieu d'être une droite croissante comme le voudrait la Constitution passe par

un maximum pour la classe moyenne pour redescendre curieusement pour les plus fortunés !

Notre fiscalité est donc à revoir dans l'esprit d'équité, de simplification, de lutte contre la fraude fiscale pour que chacun contribue selon ses talents à l'indispensable solidarité commune.

Quel faux argument que celui de faire croire que sans un PDG exceptionnel et exceptionnellement bien payé les entreprises du CAC 40 ne pourraient survivre !

Combien de vautours ont profité de cette croyance !

Une entreprise est un être vivant : ses actionnaires, ses dirigeants, ses salariés, à des degrés divers ont tous un rôle éminent à jouer.

Il n'y a pas d'homme indispensable même si les talents doivent être reconnus et généreusement gratifiés. Que ferait le meilleur d'entre eux, seul sur une île déserte !

Dans l'entreprise participative de demain, si le projet gaulliste retrouve la faveur du Peuple, ce sera l'effort et l'intelligence de tous qui permettront, dans un esprit de loyauté et de responsabilité, de passer les mauvais moments et de retrouver ensemble des eaux plus calmes.

La réforme fiscale ne doit pourtant pas être inquisitoriale. Elle doit pour être efficace permettre des espaces de liberté notamment en ce qui concerne les droits de succession. Rappelons que les fortunes amassées au cours d'une vie de travail ont payé l'impôt. Peut-être pas suffisamment si, comme on vient de le voir, celui-ci n'a pas été progressif mais lorsque c'est le cas, il est logique que les parents souhaitent transmettre à leurs enfants les fruits de leur labeur.

.....



D'ailleurs cette mesure éviterait bien des déménagements en fin de carrière vers des pays voisins (Belgique ou Luxembourg notamment) qui ont supprimé ou fortement réduit ces droits de succession.

Quant au prélèvement de l'IR à la source pourquoi pas ? Mais cette mesure risque d'être une usine à gaz qui augmentera inutilement la charge des entreprises en faisant d'elles comme pour la TVA des percepteurs gratuits. Ne vaudrait-il pas mieux effectuer un prélèvement forfaitaire par tranches salariales qui serait complété chaque année par un impôt déclaratif tenant compte des diversités des situations familiales et des autres sources de revenus éventuelles ?

Quant à la pléiade d'impôts communaux, départementaux, régionaux, un bon coup de balais serait nécessaire pour n'avoir plus à payer qu'un impôt local unique tenant compte de ses capacités foncières et une contribution aux services rendus par les collectivités (eaux, ordures ménagères, transports scolaires,...)

---

.....

## Fonder une nouvelle solidarité

Quand fut créée sous le premier gouvernement du Général de Gaulle, par les Ordonnances d'octobre 1945, la Sécurité sociale, à l'instigation du Ministre communiste du Travail et ancien ouvrier Ambroise Croizat, ce modèle bismarckien reprenait en fait une des propositions de Mars 1944 du Conseil National de la Résistance qui voulait un « *plan complet visant à assurer, à tous les citoyens, des moyens d'existence dans tous les cas où ils seraient incapables de se les procurer par le travail* ».

Le principe reposait sur une gestion des aides par les partenaires sociaux, financée par des cotisations à la charge des employeurs et des salariés, ainsi que la reconnaissance du rôle complémentaire des mutuelles.

L'ordonnance du 4 octobre créait un régime général ayant vocation à rassembler l'ensemble des actifs (salariés des secteurs privé et public, exploitants agricoles, travailleurs indépendants et secteurs spécifiques d'activité), tout en reconnaissant la possibilité de maintien de certains régimes particuliers préexistants dits « *régimes spéciaux* ».

Au fil des ans, cette institution obligatoire et incontournable a rendu de grands services contribuant à faire de notre médecine une des meilleures au monde.

La réforme Jeanneney de 1967 allait assurer la séparation financière des risques des trois « branches » (santé, vieillesse, famille) en créant trois caisses nationales, la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS), la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

---

Des dispositions ultérieures allaient créer en 1988 le Revenu minimum d'insertion (RMI), financé par le budget de l'Etat mais versé par les caisses d'allocations familiales, la CSG en 90, prélèvement assis sur l'ensemble des revenus (d'activité, de remplacement, des produits du patrimoine et des placements ou des jeux) pourtant fondamentalement contraire à la lettre de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la carte Vitale en 1997, la CMU en 1999 complétée ensuite par l'AME et l'ACS, créant ainsi, il faut bien le dire, un véritable appel d'air vers les populations immigrées, tout particulièrement exacerbé en Guyane et à Mayotte !

Certaines initiatives comme le RSI à l'intention des indépendants furent des échecs retentissants.

D'autres indispensables en raison de l'augmentation régulière de l'espérance de vie allait s'attaquer dès 2010 aux retraites en prolongeant de 60 à 62 ans l'âge légal du départ avec un minimum croissant d'années de cotisation sauf toujours pour certains régimes spéciaux aujourd'hui décriés.

Mais la SS allait aussi jouer un rôle important dans la prise en compte de la pénibilité du travail, des « *carrières longues* », des règles de calcul de la retraite des femmes, des inégalités de salaire entre hommes et femmes ou de la protection des plus fragiles.

Aujourd'hui pourtant, le système s'est alourdi. A la Sécu, il y a plus de salariés gestionnaires de caisses que de médecins installés dans le pays ! Les régimes spéciaux sont contestés, la lourdeur des prélèvements obligatoires pèse sur notre économie, le nombre d'annuités pour disposer d'une retraite complète ne cesse d'augmenter, les soins hospitaliers plombent véritablement le pouvoir d'achat sans pour autant favoriser les « *petites professions de la santé* ».

---

Notre système est certes infiniment meilleur que celui de nos voisins anglais (*Ne parlons pas des Américains à qui, au moment où ils entrent dans un service d'urgence, on demande avec quelle carte de crédit ils comptent payer !*) mais il doit pour survivre être corrigé de certaines imperfections choquantes.

- Affecter directement au budget de la Santé des taxes perçues sur certains produits qui nuisent gravement à la Santé (alcool, tabac)
- Faire payer par les assurances privées les conséquences médicales des accidents (accidents du travail, accidents de la route, accidents de sports ou de loisirs)
- Garantir les affections de longue durée mais lutter contre le tourisme médical
- Reformuler notre système de soins en distinguant une médecine salariée (hospitalière ou municipale) qui sera de plus en plus généralisée tout en permettant la survie d'une médecine libérale payée à l'acte mais plafonnée dans ses taux de remboursement (hôpitaux privés, consultations privées à l'hôpital public, médecins de ville)
- Lutter contre les déserts médicaux par une politique intelligente du Numerus Clausus (places supplémentaires en échange d'un engagement de service de 10 ans dans les déserts médicaux comme c'est le cas à l'X, l'ENA, l'ENS et bien d'autres, pour la fonction publique.
- Responsabiliser les acteurs de santé par une meilleure formation, par la création de passerelles entre professionnels (infirmières, médecins par exemple), par le développement d'un travail d'équipe (optométristes et ophtalmologistes par exemple où des délais de consultation invraisemblables sont proposés

pour la simple réfractive !), par le développement enfin de la télé-médecine.

Dans un autre registre il faudra lutter contre la dénatalité en développant une véritable politique familiale incluant à partir du 3<sup>ème</sup> enfant un salaire fiscalisé et une retraite pour les mères de famille qui en feront la demande ou une défiscalisation correspondante pour celles qui, préférant un travail à l'extérieur, embaucheront du personnel de maison

Nous devons certes créer une solidarité responsable qui ne laisse personne au bord du chemin mais qui tienne compte aussi des choix individuels et qui, en contrepartie du soutien apporté à chacun, exigera de tous ceux qui sont financièrement ou physiquement aptes un effort compensatoire raisonnable.

---

## Reformer les Institutions

La Vème République, surtout après le referendum du 28 octobre 1962 que les Français adoptèrent à 62% des voix, rétablissant depuis Louis Napoléon Bonaparte l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, a vu s'accroître le poids politique de la fonction présidentielle, l'onction du suffrage universel restituant le double corps du Roi.

Les Français se sont attachés depuis à cette « *rencontre d'un homme et d'un peuple* » et nul ne songe à revenir sur ce qui paraît désormais un acquis démocratique.

Il n'en est pas moins vrai que ce système fondé sur un scrutin uninominal à deux tours a créé pendant 50 ans une bipolarisation qui de De Gaulle puis Giscard contre Mitterrand, de Sarkozy contre Ségolène Royal et de Hollande contre Sarkozy a profondément divisé le pays en deux clans Droite et Gauche semblant irréductibles.

Deux exceptions cependant : Pompidou contre Poher « *Bonnet Blanc et Blanc Bonnet* » puis Chirac contre Le Pen, occasion manquée qui, après un vote massif, aurait permis une large union nationale si Jacques Chirac avait véritablement eu l'étoffe d'un homme d'Etat.

Lors de la dernière élection, en revanche, cette bipolarisation s'est transformée en quadrille, 4 candidats faisant à peu près jeu égal au premier tour et même si cette situation est née des « Affaires » qui ont détruit François Fillon, le piège tendu autrefois à la Droite par le florentin François Mitterrand a fonctionné à nouveau en amenant Marine Le Pen au second tour ce qui a permis à Emmanuel Macron de l'emporter (moins confortablement tout de même que Jacques Chirac) à la suite de la prestation calamiteuse de celle-ci au cours du débat télévisé de

l'entre-deux tours (que Jacques Chirac avait d'ailleurs préféré éviter contre Jean-Marie Le Pen).

Emmanuel Macron a donc été élu et bien élu mais avec 25.4% d'abstention, niveau record depuis 1969 plus un niveau jamais atteint de 11.5 % de bulletins Blancs et Nuls.

Au lendemain des législatives, marquant, malgré un succès logique lié au mode de scrutin uninominal à deux tours, une décrue de 20% de LREM par rapport au score présidentiel, la possibilité qui lui était offerte de désigner un gouvernement de coalition « à l'allemande » n'ayant pas été retenue par lui, on s'est donc éloigné pour la première fois de la bipolarisation traditionnelle.

Et en attendant que les oppositions « *chaos debout* » se recomposent, malgré l'adjonction que quelques contributifs venus des LR et du PS, nous nous trouvons donc devant une quadruple opposition du FN, des LR, de FI et des restes non contributifs du PS et du PC

J'ai toujours prôné pour ma part une élection présidentielle au scrutin uninominal à un seul tour. Reprenant l'ancienne tradition de la monarchie élective où le Roi, « *Primus inter Pares* » était choisi parmi les ducs, ce mode d'élection dont le Président ne sortirait généralement pas majoritaire ferait de lui non le Chef réel d'une majorité gouvernementale réduisant la fonction de Premier Ministre à ce qu'on connaît, mais l'arbitre, l'indispensable arbitre, dont toutes les équipes qui concourent ont toujours besoin, au-dessus des partis, chargé non d'inaugurer les chrysanthèmes mais de rechercher en permanence entre les Partis politiques, les Syndicats, les groupes de pression, les terrains d'entente possibles, les compromis acceptables qui font le pain quotidien de la vie publique.

---



Si d'ailleurs TOUS les autres Etats de l'UE ont conservé cette fonction qu'elle soit incarnée par un Président, un Grand-Duc, un Roi ou une Reine, c'est bien justement parce que les peuples dans leur sagesse ont compris (comme les joueurs de football) que sans arbitre on en viendrait très vite aux mains !

Je ne crois donc pas à la vertu d'un « *régime présidentiel* » et l'exemple américain n'est pas superposable car outre-Atlantique, l'Etat Fédéral laisse aux Etats membres la gestion quasi-totale de toutes les fonctions non strictement régaliennes. Même la peine de mort est du ressort de chaque Etat et non de *l'Union*.

L'arbitre, une fois élu, va évidemment appeler à voter pour une majorité gouvernementale qui, désignée au scrutin uninominal à deux tours, maintenu car il crée une stabilité de l'exécutif, mais tempéré par une dose significative de proportionnelle (20 % par exemple) permettrait une représentation plus démocratique des forces politiques en présence, autorisant chaque fois que cela serait possible la convocation d'un gouvernement d'ouverture, coalition capable de s'entendre sur la ligne des réformes à adopter avec le plus large consensus possible.

A noter que cette nouvelle vision du Président, arbitre au-dessus des Partis ne diminue en rien bien au contraire le rôle du Premier Ministre, choisi tout naturellement par le Président parmi les Chefs du Parti arrivant en tête aux élections législatives soit seul soit au sein d'une coalition.

Il est bien clair que ce Premier Ministre a de grandes chances d'être un proche du Président venant d'être élu ce qui facilitera les arbitrages lorsqu'ils s'avèreront nécessaires au sein de la Majorité.

En cas de problème majeur manifestement insoluble, le Président conservera la faculté d'en appeler au Peuple souverain par voie

de Referendum et comme disait Gambetta : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine [...] il faudra se soumettre ou se démettre* ».

Mais rompant avec l'Etat jacobin dont la France s'est faite une spécialité, les réformes institutionnelles doivent aussi toucher les Régions et leur organisation décentralisée sauf en ce qui concerne les grandes fonctions étatiques, défense, police, justice, affaires étrangères, grandes infrastructures.

C'est aux Régions en effet d'administrer au mieux des possibilités et des intérêts locaux, l'économie, la formation (*en faisant attention à ne pas « enfermer » les salariés dans une formation ne répondant qu'aux besoins d'une grande entreprise locale*), l'éducation, la santé, la protection sociale, la gestion des territoires.

Nous avons vu dans le chapitre consacré à la fiscalité que deux seuls impôts devraient persister l'un national couvrant les dépenses des fonctions régaliennes, l'autre régional couvrant l'administration des territoires.

Inutile de dire que le mille-feuille administratif dont nous sommes devenus les pitoyables champions, communes microscopiques (*20.000 communes de moins de 500 habitants ou 30.000 de moins de 3.000 habitants*), intercommunalités, cantons, départements, régions doit retrouver une plus juste mesure économisant ainsi des dépenses pléthoriques qui ont scandaleusement enflé au cours de ces dernières décennies.

Certes rendons hommage au dévouement de ces 500.000 élus locaux le plus souvent bénévoles qui consacrent temps et énergie au service de leurs concitoyens et maintenons leur apport au sein de nouvelles commissions consultatives locales dans les anciennes communes regroupées en agglomérations avec les

intercommunalités et les cantons d'autrefois en une seule entité de gestion territoriale, animée par un Maire d'agglomération, la réunion des Maires constituant alors tout naturellement le Conseil Départemental qui élira en son sein ses représentants au Parlement régional et au Sénat.

Les réformes institutionnelles doivent aussi porter sur l'exercice des mandats, la limitation des cumuls, le statut de l' élu. Il faut que la politique s'exerce comme un service et non comme une profession. Le maintien du contact avec un territoire puis, en fin de mandats, le retour à une profession, contribuent à une meilleure respiration de la démocratie, à une meilleure prise en compte des besoins des Français.

---

.....

## **Redonner vie aux territoires**

C'est en effet sur le terrain que doit se juger l'action politique. La plupart d'entre nous, y compris les Parisiens, restons attachés à notre province natale, nos racines, nos coutumes et face à un mouvement général de concentration dans les métropoles et à tous les problèmes qu'il génère, nous prenons conscience de la nécessité de revivifier nos territoires.

*« On peut gouverner de loin mais on n'administre bien que de près »* disait Napoléon.

Et effectivement, au pays des 36 000 communes, la France a besoin d'un État efficace et non d'un État ankylosé. Paris et les Ministères sont loin et il convient d'organiser le Pays autour de territoires structurés ayant une logique économique, géographique et humaine propre, administrés par des assemblées ayant une réelle légitimité démocratique.

Le département doit conserver une vocation fédérative, pour assurer les cohérences nécessaires entre communautés d'agglomération au sein de Régions ayant une forte identité historique. On est Breton, Auvergnat, Chti, Corse, Parisien, Basque,...

A leur tour les Régions doivent aussi trouver leur place au sein de l'espace européen. En Italie, en Espagne, en Allemagne, en Belgique, elles ont un poids politique, économique et social déterminant.

Laissons-leur donc le soin d'organiser la vie des Français, à leur niveau et faisons en sorte que la décentralisation se traduise par une véritable séparation des pouvoirs et non une confusion des rôles. L'exemple récent du dialogue de sourds entre l'État et la Corse nous impose de clarifier au plus vite ce qui est du ressort du

domaine de chacun sans trop multiplier les statuts dérogatoires.

La Corse est une île comme la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie. Traitons les donc toutes avec équité même si le droit à l'expérimentation peut nous éloigner un temps d'un égalitarisme paralysant.

L'exécutif local doit disposer d'un vrai pouvoir décisionnel appuyé sur une légitimité démocratique et sur des moyens financiers autonomes car encore aujourd'hui, l'Etat répartiteur impose des systèmes de péréquation bien trop opaques aboutissant au saupoudrage des dotations plutôt qu'aux financements de projets.

C'est souvent d'ailleurs l'imbroglio local entre ce qui est étatique et ce qui est régional qui justifie le cumul des mandats et qui nécessite d'avoir des relations parisiennes pour faire aboutir ses dossiers.

Certes l'État a besoin d'une présence forte sur le territoire. Mais à vouloir tout coordonner au lieu de se cantonner aux fonctions régaliennes on assiste à une incapacité de regrouper l'ensemble des administrations autour d'un préfet généraliste qui devrait avoir clairement en charge la sécurité, la cohésion sociale du pays, l'équilibre entre les territoires.

Certes l'État est aussi le seul capable d'arbitrer les conflits entre intérêts généraux et particuliers, mais il faut admettre notamment dans les pays ayant une forte tradition fédéraliste (ce qui n'est pas le cas de la France) qu'un pouvoir régional puisse se poser également en arbitre, bien évidemment sous le contrôle des tribunaux. Pays Basque, Catalogne, Lombardie, Toscane, Calabre, Pouilles, Wallonie, Flandres, Landers allemands sont des exemples où l'ère du centralisme tous azimuts a vécu.

---

Disons enfin qu'aux côtés de nos deux chambres parlementaires, Assemblée Nationale et Sénat , le Conseil Economique, Social, et Environnemental qui est surtout actuellement au niveau national une manière de récompenser certains syndicats et de donner une compensation aux battus du suffrage universel devrait devenir auprès des Conseils Régionaux, une Chambre de réflexion ouverte à toutes les professions, aux fonctionnaires, aux parents, aux employeurs, aux enseignants, aux médecins, aux ouvriers et employés, pour apporter à l'exécutif une vision la plus large possible des besoins locaux.

---

.....



## S'ouvrir au monde

Un vieux pays comme la France qui s'est longtemps enorgueilli d'un immense empire colonial, même si elle n'est plus aujourd'hui que la cinquième puissance mondiale, a forcément encore une vocation universelle.

La « *France mère des Arts, des Armes et des Lois* » comme disait Joachim du Bellay, la France de l'Esprit des Lumières et de la Grande Révolution, la France des Encyclopédistes, doit poursuivre son ouverture au monde et d'abord dans l'espace qui nous est si cher de la Francophonie.

J'ai à de nombreuses reprises démontré tout l'intérêt que notre jeunesse pourrait trouver dans le développement du continent du XXI<sup>e</sup> siècle que sera l'Afrique, ce « *Far South* » qui parle souvent notre langue, qui est à nos frontières, sous nos fuseaux horaires, qui fonctionne généralement selon nos codes, qui rêve plus de Paris que de New York.

Laisser passer cette chance inouïe que nous devons à nos pères serait sacrilège. Aider l'Afrique, c'est aider des peuples que nous aimons et envers qui, plus que d'autres, nous avons des devoirs.

C'est aussi une belle opportunité pour le développement de nos entreprises qui y trouveront un espace à défricher encore immense, riche de possibilités énergétiques, minières, agricoles, industrielles et de services.

C'est la possibilité grâce à un immense effort d'éducation d'aider les populations locales à entrer de plain-pied dans le monde moderne, à accéder à des pratiques démocratiques, à émanciper les femmes, à lutter contre les maladies endémiques, à mieux vivre sur place au lieu de s'aventurer vers une émigration forcée qui finit parfois très mal.

---

Il nous faut prendre conscience des opportunités qui nous sont offertes pourvu qu'avec générosité nous nous tournions vers les pays africains avec l'aide de nos partenaires européens pour leur offrir un nouveau « *Plan Marshall* ».

Avec l'énergie solaire gratuite, le dessalement de l'eau de mer et l'exploitation des nappes phréatiques fossiles on peut faire reverdir le Sahara et changer l'avenir du Sahel.

Mais s'ouvrir au monde c'est aussi mettre en œuvre des plans ambitieux pour notre outre-mer : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre et Miquelon, St Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Terres australes et antarctiques, Wallis et Futuna, Clipperton, et j'espère encore demain la Nouvelle Calédonie permettent à la France de disposer d'une zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km<sup>2</sup>, la deuxième au monde derrière les USA.

Comment les Français peuvent-ils douter des gigantesques atouts qui sont les nôtres si nous savons nous unir et partager !

S'ouvrir au monde, c'est enfin tisser avec tous les pays et notamment avec les grands pays émergents du Sud, Chine, Inde, Brésil mais aussi avec la Russie des rapports de coopération basés sur des échanges équilibrés et des partenariats de progrès.

C'est enfin apporter à un monde qui en a bien besoin la paix, la démocratie... et le goût de la liberté !

---

## Guider l'Europe !

En mettant un terme, avec la Chancelier Adenauer, aux guerres fratricides qui nous opposaient à l'Allemagne, l'Homme du 18 Juin allait changer le cours de l'histoire en jetant les bases d'une construction européenne qu'il voulait « *de l'Atlantique à l'Oural* ».

Mais en réalité, le Général avait peu de choses en commun avec les artisans du Traité de Rome, Monnet, Schuman, avant tout soucieux, selon lui, de servir les Américains. Il ne recherchait que la grandeur de la France qui en 1958, dans une Europe des Six où elle était de loin la plus grande puissance, dotée d'un empire colonial, et peu après de l'arme nucléaire, tandis que l'Allemagne était durablement coupée en deux, pouvait être le guide d'une Europe confédérale, respectant les Nations, qui ne serait inféodée ni aux Russes ni aux Américains !

Très vite il dut déchanter, les Allemands préférant visiblement une subordination outre-Atlantique plutôt qu'une véritable association avec la France au sein d'une Europe européenne, militairement indépendante.

Convaincu du rôle que pouvait jouer notre pays dans le concert des Nations il témoigna sans cesse de sa volonté d'indépendance, en quittant l'Alliance Atlantique, en reconnaissant la Chine de Mao, en rassemblant à Phnom-Penh, au Mexique, au Canada des foules en liesse venues l'accueillir.

Mais au lieu de découpler l'Allemagne des Etats-Unis, ses successeurs allaient rapidement assujettir la France à une Europe anglo-saxonne dominée par les USA.

Dès lors on préféra sans cesse l'élargissement à l'approfondissement, la complicité des Partis plutôt que

l'adhésion des peuples, comme en témoigna le « *Non* » du peuple français (et des Hollandais) à 54.68 % au référendum du 29 mai 2005, vite transformé par Nicolas Sarkozy le 4 février 2008 en ratification par le Parlement réuni en Congrès à Versailles.

On se souvient de la citation de Bertolt Brecht : « *Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple* » !

Que faire aujourd'hui alors que, même si une monnaie commune a rapproché nos économies, d'importantes tensions se ressentent à l'intérieur de l'UE (Brexit notamment), alors qu'on reste muselé par une technocratie omniprésente toute tournée vers l'aventure fédéraliste qui briserait nos Nations vieilles de 2000 ans?

J'ai toujours milité pour une Europe Confédérale, à l'instar de nos voisins helvétiques, respectant les Nations qui la composent et leur histoire millénaire, retrouvant le principe bafoué de la subsidiarité (c'est-à-dire, ne traitant au niveau européen que ce qui ne peut pas l'être plus efficacement au niveau national).

En développant une politique choisie de coopération européenne dans le domaine de la défense, de la lutte contre le terrorisme, de la politique étrangère, du contrôle des frontières, des grands travaux, des collaborations industrielles d'envergure (comme Airbus, ESA, EADS,...), en favorisant les investissements croisés intra-européens et surtout en rapprochant au fur et à mesure du possible, dans la zone Euro, les pays qui peuvent assurer rapidement une convergence sociale, fiscale et environnementale évitant le dumping à l'intérieur de l'Union, en protégeant les Européens contre la concurrence faussée de nos partenaires économiques extérieurs (y compris des membres de l'Union européenne qui n'ont pu encore rejoindre les critères d'admission dans la zone euro), en ne transposant jamais les directives européennes contre l'avis des Parlements nationaux et

en gouvernant l'Europe avec économie, efficacité, dans le respect de la démocratie, en favorisant les échanges notamment au niveau de la jeunesse, en développant dès la maternelle l'apprentissage d'au moins une autre langue européenne, en menant des politiques culturelles concertées, en développant un esprit européen tourné vers le large pour maintenir grâce au développement local des vagues d'immigration incontrôlables, en œuvrant pour la Paix au sein de l'UE et avec les organisations internationales (ONU) tout en s'ouvrant vers une politique de détente et de compréhension mutuelle avec les autres groupes géopolitiques (Russie, Moyen Orient, Afrique, Chine, ...), on peut en quelques années retrouver un nouvel élan.

Mais il faut pour cela que les peuples européens soient assurés que l'on respectera leurs choix, que les décisions communes se prendront à la majorité et ne resteront pas bloquées par la règle de l'unanimité, qu'on n'accueillera dans la zone Euro que les pays européens qui ont la capacité économique d'en faire partie et qu'on attendra pour les autres.

Il faut qu'un Gouvernement Confédéral prenne naissance ne s'occupant que des questions qui intéressent la Communauté toute entière et laisse à chaque Nation le soin d'administrer elle-même ses propres affaires. Qu'il agisse dans le sens de l'approfondissement et non de l'élargissement à tout prix, qu'il définisse au plus vite une politique étrangère et une politique de défense commune quitte s'il le faut à revenir provisoirement en arrière avec uniquement ceux qui veulent de cette Europe Confédérale restreinte.

Notre nouveau Président semble être un Européen convaincu. Espérons qu'il contribuera à la promotion de cette politique européenne nouvelle d'indépendance dans l'interdépendance.

---



## Soutenir l'ONU

Après l'Irak et la Libye une nouvelle attaque aérienne par la coalition Américains, Britanniques et Français a eu lieu dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 avril 2018, contre des installations chimiques syriennes. Elle ferait suite à une attaque chimique sur La Ghouta le 7 avril dernier.

Bien sûr les images sont d'autant plus insoutenables que l'opinion publique réagit davantage à une attaque chimique qu'à une attaque conventionnelle pourtant tout aussi meurtrière.

300.000 morts et des millions de réfugiés, la boucherie de Bachar El Assad et de ses opposants a évidemment assez duré.

Mais si personne ne souhaite défendre le dictateur syrien, un rapport accablant d'Amnesty International démontre que parmi ses opposants, des groupes islamiques enrôlant de nombreux djihadistes (Al Nosra, Al Shamia, Fatah Halab, ...) ont été armés par les Occidentaux.

La question est donc de savoir qui en définitive sont les coupables.

Il ne serait venu à l'esprit de personne de nier hier le fait que Saddam Hussein soit un funeste tyran. On se rappelle néanmoins que l'ex secrétaire d'état américain, Colin Powell, avait avoué honteusement, le 8 septembre 2005, que son discours en février 2003, devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, montrant des photos de prétendues armes de destruction massive était en fait un mensonge d'Etat destiné à « légitimer » la destruction de l'Irak.

Un incroyable désordre a suivi dans toute la région, en Irak, au Yémen, en Libye, en Egypte et au cours des fameux printemps arabes qui ont nourri Al Qaïda, Aqmi ou Boko Haram et donné naissance à l'Etat islamique Daesh. Il se retrouve aujourd'hui en

Syrie et alimente le terrorisme international dans toutes les capitales.

L'an dernier, lors de la riposte américaine sur Khan Cheikhoun, la Syrie avait elle-même reconnu ses frappes et personne ne contesta alors la réalité d'une frappe aérienne ni l'émergence immédiate de deux énormes nuages toxiques.

Deux hypothèses s'affrontèrent:

- Soit le bombardier syrien avait lâché un missile avec du gaz neurotoxique en violation de toutes les conventions internationales et de l'accord conclu en 2013 entre Moscou et Washington
- Soit, le dépôt des opposants syriens que la bombe visait contenait un gaz neurotoxique du type sarin.

Les occidentaux ont d'emblée refusé la seconde hypothèse mais pour ne pas réitérer la funeste erreur de Georges W. Bush, il importait qu'une enquête internationale sous l'égide de l'ONU en fournisse rapidement la preuve avant la terrible sanction que ce massacre méritait.

En pareil cas on peut toutefois se demander : « A qui profite le crime ? »

- A Bachar El Assad qui serait assez bête pour perdre d'un seul coup tous les avantages d'une situation en partie restaurée grâce à l'appui de la Russie qui pourrait l'exposer à une poursuite ultérieure pour crime contre l'humanité?
- A Al Nosra, filiale syrienne d'Al Qaïda ou aux autres djihadistes qui apparaîtrait ainsi comme des victimes et qu'on continuerait à aider et à armer ?
- A des faucons syriens qu'Assad ne contrôlerait plus et qui auraient secrètement conservé des stocks d'armes chimiques malgré les contrôles effectués en 2014 par les USA et la Russie sous l'égide de l'ONU et de l'OIAC?



Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont proposé au Conseil de Sécurité des Nations unies une résolution condamnant l'attaque chimique et imputant aux forces loyalistes, avant toute enquête, la responsabilité de ce désastre.

La Russie a répliqué que le texte présenté désignait d'emblée les coupables et obtenu que le vote soit reporté.

La riposte unilatérale américaine du justicier Trump contre l'aéroport militaire de Shayrat ne l'a pas empêché d'avertir les Russes suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent retirer leurs Conseillers militaires et prévenir les Syriens qui ont évacué à temps soldats et matériels ne laissant sur place que quelques avions hors d'état de voler.

Les seuls morts ont donc été des civils !

La Charte de l'ONU fondée le 24 octobre 1945 pour remplacer la SDN (Société Des Nations), dont il est bon de rappeler le préambule stipule que :

*« Nous, peuples des Nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,*

*Et à ces fins, à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans*

*l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins ...»*

La France est depuis sa création un des 5 membres permanents du Conseil de Sécurité. Elle dispose du droit de veto qui lui permet de bloquer toute résolution ou décision, quelle que soit l'opinion majoritaire au Conseil.

C'est donc, forte de ces prérogatives, qu'elle doit assumer sa mission en faveur de la paix pour une entente cordiale entre les Nations.

## **Vivre ensemble !**

Arrivé au terme de cette brève réflexion la question qui nous est posée est donc la suivante :

*Que sommes-nous prêt à faire pour mieux « vivre ensemble » ?*

Se sentir Français, c'est-à-dire membre de cette communauté nationale qui nous a vu naître, quelle que soit notre origine, notre religion ou notre couleur de peau, ou que nous avons rejoint selon les tribulations de la vie, c'est, nous l'avons dit, un grand honneur qui se mérite et dont nous devons être fiers.

Français de Droite, de Gauche, du Centre ? Peu importe !

L'essentiel est d'accepter que nos différences d'opinions, de religions, de situations sociales passent au second rang derrière le désir de partager ensemble ces trois grandes valeurs qui ornent les frontons de nos édifices publics : *Liberté, Egalité, Fraternité* !

Français nous avons des droits :

Celui de bénéficier d'une éducation de qualité qui nous permettra selon nos capacités et sans autre obstacle que nos mérites de gravir les échelons de la société et de jouir honnêtement des fruits de nos efforts.

Celui d'entreprendre dans la liberté, dans un juste partage de nos gains, et de transmettre à nos enfants sans pression confiscatoire de l'Etat une succession qui a payé l'impôt.

Celui de bénéficier d'un traitement équitable en matière sociale et fiscale, de pouvoir s'investir dans son entreprise, d'être pris en considération par sa hiérarchie et estimé à sa juste valeur.

Celui de trouver en l'autre un accueil fraternel, loin de l'acrimonie du « *petit chef* » de l'arrogance du fonctionnaire, de la superbe du patron, de la jalousie du collègue !

Mais nous avons aussi des devoirs :

Celui de nous comporter en bon citoyen respectueux des Lois donnant de nous-mêmes l'image de l'honnêteté et de la loyauté.

Celui d'accepter dans nos discussions avec les autres l'esprit de dialogue tolérant sans lequel tout débat tourne aussitôt à l'affrontement. Reconnaître que nous ne disposons pas de la Vérité absolue. Que nous pouvons être dans l'erreur. Que nous devons accepter de prendre en considération les arguments d'en face et reconnaître le cas échéant leur bien fondé.

Celui de promouvoir les valeurs humaines de travail, de justice, de solidarité, ne laissant personne au bord du chemin, partageant avec les plus démunis en fonction de nos possibilités, sensibles à la détresse lorsque nous la croisons.

Celui aussi de savoir nous insurger contre les injustices de toutes sortes auxquelles nous sommes confrontés, dans l'entreprise, dans la collectivité, dans les associations, dans les groupes que nous fréquentons.

Cela demande du courage et de l'humilité car la tâche n'est pas simple et, tel Sisyphe, il faut chaque jour recommencer.

Mais le sentiment d'une Fraternité Française partagée doit nous soutenir dans les moments de doute.

Nous avons eu la chance d'être Français. Savourons-là car peu d'êtres humains peuvent en profiter. N'en jouissons pas égoïstement. Soyons des Lumières aux yeux du monde !

## En Route !

Toute tâche, à ses débuts, est difficile ! Ne le fut-elle pas pour De Gaulle lorsque de Londres il lança l'Appel du 18 Juin ?

Ses modestes héritiers, sûrs comme lui du destin de la France, doivent, une fois de plus, se mettre « *En Route* ».

Ils se trouvent dispersés dans tous les Partis, dans toutes les classes sociales. Ils ne se connaissent pas mais savent au fond d'eux-mêmes que les cloisons mentales qui séparent les hommes peuvent un jour s'abattre.

Les uns engagés dans des mouvements partisans constatent que des courants profonds manipulent les opinions et empêchent les rapprochements utiles.

Les autres simples spectateurs de la vie politique mais prêts à s'engager souhaitent apporter leur contribution à l'œuvre commune.

C'est de la base que tout doit repartir. C'est là que doit s'éduquer le sens du dialogue dans des « *groupes de travail* », des sections militantes pour ne pas dire cellules (en se souvenant des paroles de Jacques Prévert qui refusa d'adhérer au Parti Communiste pour ne pas aller en cellule !), au niveau des quartiers, des ateliers, des bureaux, des écoles, des Universités, groupes informels petits ou grands ne refusant personne mais cherchant dans la pratique à partir des thèmes d'actualité à apprendre à trouver ensemble des consensus.

Cet apprentissage doit être celui de la tolérance : dialoguer, relever dans les positions de chacun les arguments convaincants, trouver une synthèse qui soit un compromis acceptable pour tous et qui permette d'avancer.

Tous les domaines de l'activité politique, sociale, intellectuelle, économique peuvent se prêter à cette analyse contradictoire. Il faut apprendre à s'écouter et non à s'entendre à regarder et non à voir, dans une attitude active, attentionnée, aimante.

Retrouver l'esprit perdu de la Fraternité qui seul peut faire surmonter les divergences de points de vue. Etre ensemble les uns pour les autres une véritable « *famille* » qui doit être un lieu de partage des valeurs mais plus encore un lieu privilégié de partage des solidarités.

C'est à cette tâche exaltante que de vieux Gaullistes, comme moi, qui doivent transmettre sont prêts à s'attaquer pour que la jeunesse assume le passage de témoin.

Ils ne recherchent ni gloriole, ni médaille, ni avantage matériel. Mais ils n'acceptent pas que la France s'enfonce dans un déclin qui lui serait fatal.

Des grains semés au vent peuvent naître des champs de blé et tous les espoirs sont permis aux âmes nobles.

Terminons avec l'historien J.R. Tournoux :

*« N'en doutons point, toutes les salves du gaullisme ne sont pas encore tirées. La dernière viendra d'outre-tombe »*

Achevé d'imprimer le 3 Juillet 2018

Diffusion Editions CIU 2018









Pierre Chastanier, Ingénieur et Médecin, a commencé sa carrière universitaire comme Professeur de Biophysique puis comme Doyen de la Faculté de Médecine et Vice-Président de l'Université de Saint Etienne.

Il l'a poursuivie ensuite dans le secteur privé comme Chef d'entreprise dans la recherche médicale et le conseil en développement hospitalier international.

Ses nombreuses réalisations en Afrique et dans les pays arabes lui ont valu d'être nommé Chevalier de la Légion d'Honneur par le Ministère du Commerce Extérieur.

Dans le même temps il a toujours consacré une part importante de ses activités à l'animation de Think Tanks politiques, économiques et sociétaux comme le Club « *Dialogue et Démocratie Française* » qu'il a fondé et présidé pendant 6 ans puis le « *Cercle Inter Universitaire* » qu'il a également fondé et préside depuis 7 ans.

Son engagement politique s'inscrit dans la lignée du Gaullisme social. Il le poursuit désormais au sein de l'« *Académie du Gaullisme* ».

Le Renouveau gaulliste qu'il propose est un appel au Rassemblement du Peuple Français. Il nous invite à avoir « *La Patrie dans le cœur et la finalité du monde pour horizon* »